

Interreg



Co-funded by
the European Union

GOVQoL

Alpine Space

FR

La qualité de vie comme boussole

Un guide pour améliorer la gouvernance locale

MENTIONS LÉGALES

Ce manuel a été rédigé dans le cadre du projet Interreg Espace alpin GOVQoL – Renforcer la gouvernance locale des communautés alpines pour une meilleure qualité de vie.

Éditeur Réseau communautaire « Alliance in the Alps »

Partenaires
du projet Université de Ljubljana
Politecnico di Torino
CIPRA France

Auteurs Katharina Gasteiger, Maya Knevels
Naja Marot, Pina Klara Petrović Jesenovec
Erblin Berisha, Cemre Betul Ay
Lauren Mosdale, Julika Jarosch

Relecture Lauren Mosdale

Traduction Delphine Segalen

Conception
graphique Nina Stubičar, Cemre Betul Ay

Photo de couverture: Wolfgang B. Kleiner

Tous les textes de ce manuel sont basés sur les connaissances des auteurs et les sources citées à la page 55.



CC BY-NC-SA

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/deed.fr>

Financement :

Ce projet est cofinancé par l'Union européenne dans le cadre du programme Interreg Espace



UNIVERZA V LJUBLJANI
University of Ljubljana



TdM

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION..... 1

POURQUOI LA QUALITÉ DE VIE AU NIVEAU LOCAL ?	1
QUE PROPOSE CE MANUEL ?	2
STRUCTURE DU MANUEL	2

1 LA QUALITÉ DE VIE EN TANT QUE THÈME TRANSVERSAL..... 5

1 POURQUOI LA QUALITÉ DE VIE SERT-ELLE DE FIL CONDUCTEUR ?	5
2 QU'EST-CE QUI CONTRIBUE À UNE BONNE QUALITÉ DE VIE ?	6
3 DOMAINES D'ACTION POUR LA QUALITÉ DE VIE	7
4 DÉFIS SPÉCIFIQUES POUR LES COMMUNES DE LA RÉGION ALPINE	7
5 POUR COMMENCER : OBTENIR LE SOUTIEN DES RESPONSABLES POLITIQUES ET DES ADMINISTRATEURS	10

BONNE PRATIQUE 14/15

2 ÉTAPE 1 : ANALYSE ET ÉVALUATION..... 15

1 COMPRENDRE LE POINT DE DÉPART	15
2 DÉFINIR LES THÈMES PERTINENTS EN MATIÈRE DE QUALITÉ DE VIE	15
3 TRAVAILLER AVEC DES DONNÉES	16
4 PLATEFORMES DE DONNÉES SPÉCIFIQUES À LA QUALITÉ DE VIE	18
5 COMMENT PRÉSENTER VOS DONNÉES ?	19
6 PRENDRE EN COMPTE LES AVIS DES HABITANTS ET HABITANTES	22
7 RECOURS AUX CERTIFICATIONS ET AUX RÉFÉRENCES EXTERNES	25

BONNE PRATIQUE 26/27

3 ÉTAPE 2 : DÉFINIR LES OBJECTIFS ET LES PRIORITÉS..... 29

1 PRENDRE EN COMPTE LES ÉVOLUTIONS À LONG TERME	29
2 DE L'ANALYSE DES TENDANCES À DES OBJECTIFS CLAIRS	31
3 COMMENT PRÉPARER VOS OBJECTIFS ?	32
4 ÉTABLIR DES PRIORITÉS À L'AIDE D'UNE ANALYSE MULTICRITÈRES	33

BONNE PRATIQUE 34/35

TdM

4	ETAPE 3 : PLANIFIER LA MISE EN CE UVRE ET MESURER LES PROGRÈS.....	37
	1 ÉLABORER UN PLAN D'ACTION	37
	2 ASSURER LA COOPÉRATION INTER-SERVICES	38
	3 GÉRER LES RESSOURCES ET EXPLOITER LES POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT	38
	4 IDÉES DE FINANCEMENT POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE	39
	5 MESURER LES PROGRÈS ET LE SUCCÈS	40
	BONNE PRATIQUE	42/43
5	GARANTIR LA PARTICIPATION PUBLIQUE ET LA TRANSPARENCE DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES	45
	1 SENSIBILISER ET GARANTIR LA CIRCULATION DE L'INFORMATION	45
	2 RECUEILLIR L'AVIS DES CITOYEN-NES AVANT DE PRENDRE DES DÉCISIONS	47
	3 IMPLIQUER ACTIVEMENT LES CITOYEN-NES DANS LES DISCUSSIONS ET LA GÉNÉRATION D'IDÉES	48
	4 INSTAURER LA CONFIANCE DANS LA CO-CONCEPTION ET LA COOPÉRATION	49
	5 CONCEVOIR DES POLITIQUES EN COLLABORATION ET METTRE EN OEUVRE LES RÉSULTATS PARTICIPATIFS	50
	BONNE PRATIQUE	52/53
	SOURCES	55

INTRO

INTRODUCTION

Aujourd'hui, les municipalités sont confrontées à un large éventail de défis interdépendants : évolution démographique, crise climatique, pression croissante sur l'utilisation des sols, évolution des besoins en matière de mobilité, inégalités sociales, accès limité aux services publics ou coûts croissants pour les fournir avec des ressources financières généralement limitées. Dans le même temps, les municipalités constituent le niveau politique qui façonne le plus directement la vie quotidienne des citoyen-nés. Les décisions prises au niveau local ont un impact direct sur la manière dont les habitant-es vivent, travaillent, se déplacent, occupent leur temps libre et s'identifient à leur cadre de vie. La région alpine présente diverses conditions spécifiques, telles que des milieux naturels sensibles, des caractéristiques topographiques, des structures économiques saisonnières et une étroite interconnexion entre l'environnement, l'économie et la société, qui influencent fortement les conditions de qualité de vie.

Dans ce contexte, le concept de **qualité de vie** prend de plus en plus d'importance en tant que fondement de l'élaboration des politiques et de la prise de décision. La qualité de vie permet aux communes d'examiner différents objectifs politiques, mesures et investissements sous l'angle d'un thème transversal et d'évaluer systématiquement leur contribution au bien-être de la population – aujourd'hui et à l'avenir.

POURQUOI LA QUALITÉ DE VIE AU NIVEAU LOCAL ?

La qualité de vie est un concept holistique qui englobe des aspects matériels tels que le logement, le travail, les infrastructures et les services publics, ainsi que des dimensions immatérielles telles que les relations sociales, la santé, la sécurité, la participation, la qualité de l'environnement et l'identité culturelle. Le 10e Rapport sur l'état des Alpes de la Convention alpine souligne que, en particulier dans la région alpine, la qualité de vie est étroitement liée à l'utilisation responsable des ressources naturelles, à la cohésion sociale et à des structures économiques durables à long terme. La qualité de vie n'est donc pas un objectif abstrait, mais un critère central du développement durable au niveau local, car les deux sont indissociables. Le développement durable vise à répondre aux besoins de la génération actuelle sans compromettre les moyens de subsistance des générations futures. La qualité de vie offre une perspective concrète et quotidienne : elle rend la durabilité directement tangible pour les citoyen-nés.

Les communes disposent de moyens essentiels pour promouvoir activement la qualité de vie grâce à l'aménagement du territoire et au développement local, aux services de mobilité, aux infrastructures sociales, à l'éducation et aux activités de loisirs, aux mesures de protection de l'environnement et du climat, ainsi qu'à des processus décisionnels transparents et à la participation citoyenne. Si la qualité de vie est sciemment ancrée comme principe directeur de la politique locale, les objectifs contradictoires peuvent être mieux mis en évidence, les priorités définies plus clairement et les décisions mieux justifiées, tant auprès des instances politiques que de la population.

QUE PROPOSE CE MANUEL ?

Ce manuel aide les communes à **utiliser systématiquement la qualité de vie comme boussole pour leurs décisions politiques et administratives**. Axé sur la pratique, il s'adresse en particulier aux maires, aux conseillères et conseillers municipaux, qui sont chargés d'un large éventail de tâches et doivent souvent fonctionner avec des ressources limitées.

Le guide propose :

- **une base commune** pour comprendre **et définir** la qualité de vie,
- **des instructions étape par étape** sur la manière d'intégrer la qualité de vie dans les processus politiques et décisionnels existants,
- **des méthodes pratiques et des exemples** particulièrement adaptés aux communes de la région alpine,
- des conseils pour **concilier des objectifs contradictoires** et établir des priorités,
- des approches visant à **renforcer la transparence et la participation citoyenne**.

STRUCTURE DU MANUEL

Ce manuel présente une méthode pas-à-pas pour les communes qui souhaitent utiliser la qualité de vie comme boussole pour la prise de décision. Il sert de ressource d'accompagnement pouvant être utilisée de manière flexible – soit comme guide complet pour l'ensemble du processus, soit comme référence pour certaines étapes spécifiques. Le manuel se compose de cinq chapitres qui abordent chacun plusieurs questions :

1 p. 5

La qualité de vie en tant que thème transversal

Qu'est-ce qui contribue à une qualité de vie élevée ? Quels sont les défis spécifiques à la région alpine ? Comment convaincre les autres de l'importance du concept de qualité de vie ?

2 p. 15

Étape 1 : Comprendre et évaluer la situation de départ

Comment mesure-t-on la qualité de vie et quelle est la qualité de vie dans votre propre commune ? Comment exploiter les données ? Quelles méthodes peut-on utiliser ?

3 p. 29

Étape 2 : Fixer des objectifs et des priorités

Comment définir des objectifs appropriés à partir d'une analyse multi-critères ? Comment déterminer quels sont les objectifs les plus importants ?

4 p. 37

Étape 3 : Planifier la mise en œuvre et mesurer les progrès
Comment traduire les objectifs en mesures concrètes ? Comment suivre les progrès ?

5 p. 45

Garantir la participation du public et la transparence du processus décisionnel
Comment impliquer efficacement le grand public ? Comment instaurer la confiance et l'adhésion ?



Strmec na Predelu, Slovénie
Pina Klara Petrović Jesenovec



QU'ENTEND-ON PAR « QUALITÉ DE VIE » ? UNE DÉFINITION.

Dans le contexte du présent manuel, la **qualité de vie** fait référence aux conditions de vie perçues et réelles des personnes dans un lieu donné. Elle englobe les dimensions économiques, sociales et environnementales et décrit dans quelle mesure ces conditions permettent aux personnes de mener une vie agréable, sûre, saine et autonome.

La qualité de vie va délibérément au-delà des indicateurs économiques traditionnels. Elle fait référence à tous les domaines de la vie quotidienne et inclut à la fois des facteurs objectifs – tels que les infrastructures, les services et la qualité de l'environnement – et des évaluations subjectives, mesurant très probablement la satisfaction de la population. Ce ne sont pas seulement les services et les conditions disponibles qui sont cruciaux, mais aussi la manière dont les personnes les perçoivent, les utilisent et les évaluent.

Au cours des 15 dernières années, le concept de qualité de vie a pris une importance croissante dans les politiques publiques. Au niveau européen et dans de nombreux États membres, des plateformes, des systèmes d'indicateurs et des approches de suivi ont été développés pour rendre la qualité de vie visible et l'observer de manière systématique. Malgré une multitude de définitions et de modèles, il existe un large consensus sur le fait que la qualité de vie est un **concept multidimensionnel et ancré dans le lieu**, qui ne peut être prescrit de manière uniforme mais doit être négocié et façonné localement.

La qualité de vie n'est pas un état statique, mais un processus dynamique qui évolue au gré des changements sociaux, des nouveaux défis et des priorités locales. Le manuel ne considère pas la qualité de vie comme une tâche supplémentaire, mais comme **un cadre** qui relie, renforce et aligne stratégiquement les activités municipales existantes.



CONSULTER LA LISTE EN LIGNE
[HTTPS://WWW.ALPINE-SPACE.EU/PROJECT/GOVQOL/#MORE](https://www.alpine-space.eu/project/govqol/#more)

OUTILS UTILES POUR SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE D'UNE MEILLEURE GOUVERNANCE LOCALE EN MATIÈRE DE QUALITÉ DE VIE

Ces outils sont liés aux chapitres du présent guide. Ils constituent une base pouvant être adaptée à vos besoins locaux afin de faciliter la mise en œuvre.

CHAPITRE 1

- **ARGUMENTS EN FAVEUR DE LA QUALITÉ DE VIE EN TANT QUE CONCEPT POUR L'ÉLABORATION DES POLITIQUES**
 Une brève présentation visant à introduire la qualité de vie en tant qu'outil précieux pour l'élaboration des politiques au niveau local.

CHAPITRE 2

- **TABLEAU DES INDICATEURS DE QUALITÉ DE VIE**
 Une sélection d'indicateurs suggérés pour vous aider dans votre analyse locale de la qualité de vie.
- **MODÈLE D'ENQUÊTE AUPRÈS DES CITOYENS**
 Un modèle d'enquête prêt à l'emploi pour vous aider à recueillir les avis et les témoignages des habitants sur la qualité de vie dans votre commune.
- **SUGGESTION D'IA POUR ÉVALUER LES RÉSULTATS**
 Une suggestion pratique générée par l'IA pour faciliter l'interprétation et l'évaluation des résultats de votre analyse locale de la qualité de vie.
- **STRUCTURE ET QUESTIONS POUR UN ATELIER**
 Une proposition de structure d'atelier avec des questions guides pour faciliter la discussion avec les parties prenantes sur la qualité de vie et les priorités locales.

CHAPITRE 3

- **CONSIGNE D'IA POUR FACILITER LA DÉFINITION D'OBJECTIFS**
 Une suggestion pratique d'IA pour aider à traduire les résultats de l'analyse de la qualité de vie en objectifs clairs et pertinents au niveau local.
- **FICHIER EXCEL POUR ANALYSER LES TENDANCES, DÉFINIR DES OBJECTIFS ET ÉTABLIR DES PRIORITÉS**
 Un modèle Excel prêt à l'emploi pour vous aider à analyser les tendances, définir des objectifs et hiérarchiser les mesures dans le cadre de votre stratégie locale en matière de qualité de vie.

CHAPITRE 4

- **MODÈLE DE PLAN D'ACTION**
 Un modèle structuré destiné à faciliter l'élaboration d'un plan d'action clair et concret pour la mise en œuvre de vos objectifs locaux en matière de qualité de vie.

LA QUALITÉ DE VIE EN TANT QUE THÈME TRANSVERSAL

1

1 POURQUOI LA QUALITÉ DE VIE SERT-ELLE DE FIL CONDUCTEUR ?

Chaque jour, les municipalités sont confrontées à des décisions aux conséquences profondes : doivent-elles investir dans les infrastructures ou fournir des services sociaux ? Comment concilier protection du climat, développement économique et logement abordable ? Et comment utiliser des ressources limitées de manière à ce qu'elles profitent au plus grand nombre – y compris aux personnes vivant dans les grandes agglomérations, qui bénéficient des services écosystémiques et des Alpes en tant qu'espace de loisirs ?

Le concept de qualité de vie offre aux municipalités un cadre global permettant de répondre de manière systématique à ce type de questions. La qualité de vie constitue un thème transversal qui rassemble différents domaines d'action tels que les transports, la santé, le logement et bien d'autres. Elle permet d'éviter de considérer les mesures de manière isolée et, au contraire, de les évaluer en fonction de leur contribution au bien-être de la population, aujourd'hui comme demain.



Bassano del Grappa, Italie
Pina Klara Petrović Jesenovec

2 QU'EST-CE QUI CONTRIBUE À UNE BONNE QUALITÉ DE VIE ?

La qualité de vie résulte de l'interaction de nombreux facteurs. Le 10e Rapport sur l'état des Alpes montre qu'elle ne dépend pas uniquement du revenu ou de la croissance économique, mais des conditions de vie concrètes sur le terrain et de la manière dont elles sont perçues par la population.

Parmi les principaux facteurs contribuant à une qualité de vie élevée, on peut citer en particulier :

L'ACCÈS AUX SERVICES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL : les soins de santé, l'éducation, la garde d'enfants, les soins infirmiers, les services sociaux, la sécurité et l'administration doivent être accessibles à tous les groupes de population, en particulier dans les zones isolées et rurales.

LA QUALITÉ DES INFRASTRUCTURES : des voies de transport bien développées et entretenues, des centres-villes sûrs dotés d'espaces verts publics et une infrastructure numérique efficace (haut débit, couverture réseau) sont des conditions préalables fondamentales à la participation et au développement économique.

MOBILITÉ ET ACCESSIBILITÉ : des transports publics fiables et des alternatives à la voiture particulière améliorent la qualité de vie et réduisent la pression sur l'environnement et le budget des ménages.

LOGEMENTS ABORDABLES ET ADAPTÉS : des options de logement adaptées aux différentes étapes de la vie et aux différents niveaux de revenus sont essentielles pour la stabilité sociale et l'attachement au lieu de résidence.

MARCHÉ DU TRAVAIL ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES : des emplois sûrs, des revenus équitables et la création de valeur régionale contribuent de manière significative à la satisfaction et à la sécurité d'avenir.

LOISIRS, DÉTENTE ET CULTURE : l'accès à la nature, au sport, aux loisirs et aux activités culturelles favorise la santé, le bien-être et l'attachement au lieu de vie.

RELATIONS SOCIALES ET LIEUX DE RENCONTRE : les lieux de rencontre formels et informels – clubs, espaces publics, quartiers – renforcent la cohésion sociale.

CODÉCISION ET PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE : des processus décisionnels transparents et l'implication de la population renforcent l'acceptation, la confiance et la satisfaction à l'égard de la politique locale.

“

Ces facteurs montrent que la qualité de vie est une question transversale. Elle favorise l'interaction entre les différentes missions communales de manière significative.

”

3 DOMAINES D'ACTION POUR LA QUALITÉ DE VIE

Afin d'intégrer systématiquement la qualité de vie dans les processus politiques et décisionnels, il peut s'avérer utile de sélectionner un ensemble de domaines d'action dans lesquels votre commune peut jouer un rôle actif. Les cinq domaines suivants peuvent servir exemples aux autorités locales :



ENVIRONNEMENT

Qualité de la nature, paysage, biodiversité, qualité de l'air et de l'eau, et risques liés au changement climatique et aux aléas naturels.



INFRASTRUCTURES ET SERVICES

Mobilité, services à la population, offre en matière de santé et d'éducation, connectivité numérique et accessibilité.



EMPLOI ET SÉCURITÉ FINANCIÈRE

Emplois, revenus, stabilité économique et création de valeur régionale.



RELATIONS SOCIALES

Vie communautaire, vie associative, sécurité, participation sociale, cohésion et entraide.



GOVERNANCE

Qualité des processus politiques, transparence, confiance dans les institutions et possibilités de participation.



Pour les communes, cette structure fournit des orientations pratiques : elle met en évidence les conditions de vie les plus importantes, les domaines concernés par les décisions et les points où des conflits d'intérêts ou des synergies pourraient surgir.



4 DÉFIS SPÉCIFIQUES POUR LES COMMUNES DE LA RÉGION ALPINE

La région alpine n'est pas un espace homogène. Elle se caractérise par de fortes disparités intra-régionales qui ont un impact direct sur la qualité de vie dans les communes. Alors que certaines régions bénéficient d'un fort attrait, d'une fréquentation touristique intense et d'une économie florissante, d'autres communes sont confrontées au dépeuplement, au vieillissement de la population et à la perte de services, en raison de leur éloignement.

Les zones attractives pour les touristes et facilement accessibles subissent souvent une forte pression sur le marché du logement, les infrastructures de transport et l'environnement. En même temps, elles disposent souvent de meilleures infrastructures, d'un plus grand nombre d'opportunités d'emploi et d'une gamme de services plus diversifiée. Les communes moins attractives ou périphériques, en revanche, sont davantage touchées par l'exode, peinent à maintenir l'approvisionnement, les infrastructures et la vie sociale, et disposent de ressources financières limitées ou dépendent de la péréquation fiscale.

“

Ces points de départ différents montrent clairement que les défis dans la région alpine ne sont pas les mêmes partout. Néanmoins, ils touchent toutes les communes – bien qu’à des degrés divers – et nécessitent des solutions sur mesure, adaptées au contexte local.

”

CARACTÉRISTIQUES SPATIALES ET INFRASTRUCTURELLES

Les conditions topographiques et géomorphologiques influencent les structures d’habitat, l’accessibilité et les coûts d’infrastructure. Les longues distances par rapport aux vallées, la dispersion des villages, les liaisons de transport limitées et les coûts élevés de construction et d’entretien posent à de nombreuses communes des défis financiers et administratifs majeurs.

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RISQUES NATURELS

La hausse des températures, la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes, les risques naturels et les questions relatives à l’approvisionnement futur en eau touchent particulièrement les communautés alpines. Ils mettent en péril les infrastructures, la sécurité et, à long terme, l’attractivité du cadre de vie.

LOGEMENT ET CONFLITS D’USAGE

La hausse des coûts du logement, l’augmentation du nombre de résidences secondaires et la pression exercée par le tourisme rendent difficile l’accès de la population locale à des logements abordables, en particulier dans les régions de l’espace alpin ayant une forte attractivité touristique et une économie solide. Cette évolution influence les structures sociales et renforce la tendance d’exode des jeunes vers les pôles urbains.

MOBILITÉ ET APPROVISIONNEMENT

De nombreuses communes dépendent fortement de la voiture particulière. Dans le même temps, l’accès aux transports publics et aux services est limité, en particulier pour les personnes âgées, les jeunes et les personnes sans voiture.

CHANGEMENT DÉMOGRAPHIQUE ET COHÉSION SOCIALE

L’exode des jeunes, le vieillissement de la population et l’individualisation croissante posent de nouveaux défis pour la cohésion sociale. Les lieux de rencontre et les structures communautaires fonctionnelles revêtent donc une importance croissante.

GOUVERNANCE ET PARTICIPATION

Des ressources humaines limitées, un manque de données à petite échelle et une faible participation rendent la gestion stratégique difficile. Cependant, des études montrent que la satisfaction à l’égard de la qualité de vie est un facteur clé de la confiance dans la politique et de la participation démocratique – et donc aussi de la marge de manœuvre des municipalités.



Gastein, Autriche
Pina Klara Petrović Jesenovec



CONNAISSEZ-VOUS LES SYSTÈMES DE GOUVERNANCE ALPINS ?

Divers **systèmes politiques** coexistent dans les Alpes (des États fédéraux comme l'Autriche, l'Allemagne et la Suisse aux États unitaires comme la France et la Slovénie, en passant par le cas unique de l'Italie avec son système régional), ce qui entraîne des nuances dans les compétences communales. Par exemple, l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse ont connu des réformes territoriales qui ont réduit le nombre de communes, laissant à celles-ci un large éventail de tâches obligatoires et facultatives, qui contribuent toutes à la qualité de vie. En France, en revanche, les communes de moins de 15 000 habitant-es ont l'obligation de s'associer à d'autres communes voisines pour former des « communautés de communes ». Une telle administration communale conjointe est également possible en Slovénie, mais ce sont les communes qui décident des tâches concernées. En conséquence, la commune individuelle a moins de compétences et des domaines de responsabilité limités, ce qui fait des changements visant à améliorer la qualité de vie un effort collectif.

De plus, le **cadre administratif** de chaque pays alpin est très différent en raison de son histoire, ce qui entraîne des différences dans la manière dont l'élaboration des politiques et la prise de décision sont réparties entre les niveaux administratifs, et au niveau auquel sont prises les décisions politiques les plus pertinentes pour la qualité de vie. De plus, la taille des communes varie également : le nombre d'habitants d'une commune peut aller de quelques centaines en France à près de 10 000 en Slovénie, ce qui signifie que le pouvoir de gouvernance n'est pas nécessairement le même dans l'ensemble des Alpes.

5 POUR COMMENCER : OBTENIR LE SOUTIEN DES RESPONSABLES POLITIQUES ET DES ADMINISTRATEURS

Le soutien des décideurs et décideuses politiques et du personnel administratif est essentiel pour la mise en œuvre réussie de mesures visant à améliorer la qualité de vie au sein de la communauté locale. Cela facilite également l'implication d'autres parties prenantes et renforce l'adhésion de l'ensemble de la communauté.

DES ARGUMENTS CONVAINCANTS ET DES DONNÉES FIABLES

Afin de prendre des décisions éclairées, les décideurs et décideuses ont besoin d'informations concrètes. Il est important de recueillir **des faits et des arguments** qui démontrent les avantages écologiques, sociaux et économiques de l'amélioration de la qualité de vie.

Il s'agit par exemple :

- des effets positifs sur la santé, la mobilité et les possibilités de loisirs ;
- des retombées économiques, telles qu'une attractivité accrue pour les entreprises et les travailleurs qualifiés ;
- des avantages sociaux, par exemple des liens de voisinage plus forts ou un bénévolat dynamique.

Vous découvrirez des méthodes simples d'analyse et d'évaluation des données au chapitre 2.

ALIGNEMENT SUR LES OBJECTIFS POLITIQUES EXISTANTS

Les mesures visant à améliorer la qualité de vie doivent être liées aux **priorités politiques locales** – par exemple, les objectifs climatiques, la participation sociale, la promotion de la santé ou le développement économique. En effet, la qualité de vie n'est pas une tâche supplémentaire, mais un thème global et transversal.

L'adaptation du concept de qualité de vie aide les municipalités à

- adopter une vision globale des défis complexes,
- définir des priorités de manière transparente,
- mettre en évidence et peser les objectifs contradictoires,
- justifier leurs décisions de manière compréhensible,
- et d'impliquer activement la population.

IMPLICATION PRÉCOCE DES PARTIES PRENANTES CONCERNÉES

L'implication des citoyen·nes, des associations, des entreprises, des organisations sociales et d'autres groupes d'intérêt est essentielle pour susciter l'adhésion. Une large participation permet aux décideurs et décideuses de mieux reconnaître **l'importance de la qualité de vie** et de hiérarchiser les mesures. Il peut être utile de désigner une personne responsable ou une petite équipe, puis d'ajouter progressivement des groupes de travail thématiques.

Vous découvrirez comment favoriser la participation citoyenne et une prise de décision transparente au chapitre 5.

DES EXEMPLES DE RÉUSSITE POUR DÉMONTRER L'IMPACT

Des exemples provenant d'autres communes montrent que les projets visant à améliorer la qualité de vie peuvent produire **des résultats concrets et mesurables**. C'est pourquoi ce manuel présente plusieurs bons exemples issus de communes alpines, afin que vous puissiez tirer parti de leur expérience.

“

En tant que thème transversal, la qualité de vie aide les communes à consolider leurs atouts particuliers, à remédier de manière ciblée à leurs faiblesses et à façonner activement l'avenir.

”



CONSEIL PRATIQUE N° 1 :

QUE SIGNIFIE LE CONCEPT DE QUALITÉ DE VIE POUR LES MAIRES ?

En tant que thème transversal, la qualité de vie ne signifie pas créer de nouvelles tâches, mais plutôt aligner consciemment les décisions existantes sur un objectif commun. Il existe peut-être déjà une stratégie pour votre commune ou votre région qui s'apparente au concept de qualité de vie, par exemple une stratégie LEADER qui comprend souvent des domaines d'action étroitement liés à la qualité de vie.

Concrètement, cela signifie

- lorsque des décisions sont prises au sein du conseil municipal, se pose la question suivante : comment cette décision affecte-t-elle la qualité de vie des différents groupes de population ?
- les investissements sont hiérarchisés en fonction de leur contribution à l'amélioration des conditions de vie.
- les objectifs contradictoires (par exemple entre le tourisme, le logement et la protection de la nature) sont ouvertement identifiés et mis en balance sur la base d'un raisonnement solide.

Conclusion : la qualité de vie offre aux décideurs et décideuses une base d'argumentation compréhensible, tant en interne qu'en externe.



CONSEIL PRATIQUE N° 2 :

LA QUALITÉ DE VIE NE SE RÉSUME PAS À UN SIMPLE SENTIMENT

La qualité de vie est souvent assimilée au bien-être subjectif. Dans la pratique communale, cependant, il s'agit d'un **concept contrôlable et mesurable**.

- Elle repose sur des domaines d'action spécifiques tels que la mobilité, le logement, les approvisionnements en ressources, l'environnement et la participation.
- De nombreux aspects peuvent être appréhendés à l'aide des données, des indicateurs et des évaluations locales existants.
- La qualité de vie complète les indicateurs traditionnels (par exemple, les données économiques) mais ne les remplace pas.

Conclusion : la qualité de vie combine chiffres, expériences et objectifs politiques pour former une base commune à la prise de décision.

BONNE PRATIQUE :

MOOSBURG REND JOYEUX – ET HEUREUX



QUOI : la qualité de vie comme politique globale

QUAND ET OÙ : DEPUIS LES ANNÉES 1990 ET TOUJOURS EN COURS ;
CARINTHIE/AUTRICHE

LIEN : <https://www.moosburg.gv.at/>
<https://zumglueck.jetzt/>

DESCRIPTION

Au début des années 1990, la commune de Moosburg était confrontée à un déclin de la vitalité de son centre-ville, à des faiblesses infrastructurelles et à une augmentation du nombre de bâtiments inoccupés. En réponse, la commune, en collaboration avec l'association locale zumglück.jetzt, a lancé l'initiative « Communauté du bonheur » (Glücksgemeinde Moosburg). Ce concept fait de la qualité de vie le principe directeur du développement local et de la revitalisation du centre du village. Au fil du temps, Moosburg a mis en œuvre plusieurs projets, notamment la réhabilitation de bâtiments vacants, la création d'un centre communautaire multifonctionnel (« Schallar »), la mise en place du Campus Moosburg en tant qu'espace partagé dédié aux événements et à l'éducation, ainsi que l'installation d'un parcours du bonheur dans le centre du village. La participation des citoyen-nes et le soutien de leur « Ortskernkummerei » (= gardien du village) constituent le fil conducteur de tous ces différents projets. Moosburg a été reconnu comme projet phare LEADER et a reçu plusieurs distinctions nationales, dont celle de commune la plus favorable aux familles d'Autriche en 2022.

OBJECTIFS

L'initiative vise à revitaliser le centre-ville, à renforcer l'identité locale, à améliorer l'accès aux services et aux espaces partagés, et à intégrer la qualité de vie et le bien-être comme principes transversaux dans le développement municipal.

COMMENT CELA FAVORISE-T-IL UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE ?

Moosburg montre comment une vision claire peut relier la rénovation des infrastructures, les initiatives sociales et l'engagement communautaire. En combinant la revitalisation du centre-ville avec l'éducation, la culture et la participation, la municipalité a renforcé la cohésion sociale, amélioré les services locaux et rehaussé les conditions de vie globales. Moosburg illustre bien comment la qualité de vie peut servir de stratégie concrète pour un développement local durable.

BONNE PRATIQUE :

VALPOSCHIAVO – UNE VISION DE LA QUALITÉ DE VIE FONDÉE SUR LES DONNÉES



QUOI : Le développement local comme moteur de la qualité de vie

QUAND ET OÙ : NOUVELLE STRATÉGIE 2023-2040, SUISSE

LIEN : <https://valposchiavo.ch/de>

<https://smartvalleybio.ch/visualizzazioni-paesaggio/>

DESCRIPTION

La commune de Poschiavo a reçu le Prix Wakker 2025 pour son approche exemplaire du développement local dans une vallée alpine périphérique. Poschiavo est un modèle pour les petites communes qui cherchent des solutions locales à des défis mondiaux, tout en préservant un fort esprit communautaire et un lieu de vie dynamique et agréable. Le tourisme durable, le patrimoine local et l'agriculture écologique sont les trois principaux moteurs de son développement local. De nombreuses certifications ainsi que des projets financés par la Suisse et l'Europe servent d'instruments pour tester des solutions nouvelles et innovantes pour la vallée.

Le projet Valposchiavo Smart Valley Bio, un modèle de développement durable soutenu par les autorités fédérales suisses, en est un exemple. Il utilise une hypercarte communautaire innovante (Ipermappa) et des visualisations du paysage pour collecter, organiser et présenter les connaissances sur les valeurs paysagères, les pratiques locales et les aspirations futures pour la région. L'hypercarte intègre les contributions participatives des habitant-es et des acteurs locaux, ainsi que des données spatiales telles que les zones agricoles, les sites patrimoniaux et les paysages naturels. Elle inclut également la Vision Valposchiavo 2040, une série de scénarios paysagers tournés vers l'avenir qui illustrent comment l'agriculture, les loisirs et le tourisme peuvent coexister de manière durable, alliant tradition et modernité.

OBJECTIFS

L'approche de Poschiavo vise à préserver la qualité de vie en préservant le patrimoine culturel et naturel, en favorisant la vitalité économique et sociale locale et en impliquant les habitant-es dans la construction d'un avenir commun. Le projet Smart Valley Bio s'efforce en particulier d'enregistrer et de transmettre les valeurs paysagères d'une génération à l'autre, de soutenir le développement régional durable et de jeter les bases de futures certifications liées à la gestion du paysage.

COMMENT CELA FAVORISE-T-IL UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE ?

En utilisant à la fois des indicateurs quantitatifs et des données issues des sciences participatives, Poschiavo rend la qualité de vie mesurable, visible et ancrée dans l'expérience locale. Les différents projets, certifications et stratégies élaborées permettent à Poschiavo de traduire les valeurs communautaires et les réalités environnementales en décisions politiques concrètes, de renforcer la cohésion sociale, de protéger l'identité locale et d'orienter le développement durable à long terme.

This image shows a single sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

ÉTAPE 1 :

ANALYSE ET ÉVALUATION

Mesurer la qualité de vie n'est pas une tâche aisée, car il n'existe pas de terminologie commune à travers les Alpes – dans votre pays, vous êtes peut-être plus familier avec les concepts de « bien-être », de « bonheur social » ou de « niveau de satisfaction ». Avant de fixer des objectifs ou de lancer des projets, les communes doivent avoir une compréhension claire de leur situation actuelle. Ce chapitre vous aide à mener votre propre analyse de la qualité de vie afin d'identifier les forces et les faiblesses et de comprendre les besoins de vos citoyen·nes.

2

1 COMPRENDRE LE POINT DE DÉPART

Une analyse de la qualité de vie combine **des données objectives** (conditions de vie) et **des perceptions subjectives** (la manière dont les habitant·es vivent ces conditions). Ces deux perspectives sont indispensables : les données montrent les conditions structurelles, tandis que les retours des citoyen·nes révèlent comment ces conditions sont perçues.

“

Les bonnes décisions commencent par une compréhension commune de la situation locale.

”

L'objectif de cette analyse n'est pas de produire des rapports complexes, mais de fournir aux municipalités des informations concrètes leur permettant de hiérarchiser leurs actions.

2 DÉFINIR LES THÈMES PERTINENTS EN MATIÈRE DE QUALITÉ DE VIE

La qualité de vie recouvre de nombreux aspects de la vie quotidienne. Les municipalités devraient sélectionner les thèmes les plus pertinents pour leur contexte local plutôt que d'essayer de tout mesurer. Pour les communes alpines, l'expérience montre que les thèmes suivants sont particulièrement pertinents :

1. **L'accès aux services d'intérêt général**, en particulier dans les zones isolées et rurales (c'est-à-dire les services de santé, l'éducation, la police, les services postaux, la sécurité sociale, etc.)
2. **Qualité des infrastructures**, notamment les routes et la connectivité Internet
3. **Transports publics** et forte dépendance à la mobilité automobile
4. **Accès au logement** et possibilités de location à long terme
5. **Conditions du marché du travail**
6. **Activités de loisirs**
7. **Lieux propices aux interactions sociales**, tant informelles que formelles
8. **Participation publique à l'élaboration des politiques** et engagement démocratique

Regrouper ces aspects sous des domaines d'action plus larges — environnement, infrastructures et services, sécurité économique, relations sociales et gouvernance — aide à structurer l'analyse et, par la suite, à synthétiser les résultats à travers différents indicateurs. Après avoir identifié les thèmes les plus pertinents en matière de qualité de vie, il est utile de les présenter visuellement, par exemple à l'aide de diagrammes ou de symboles représentant chaque thème.

“

Une analyse ciblée est plus utile qu'une collecte de données exhaustive mais inutilisée.

”

L'étape suivante, après avoir défini les thèmes liés à la qualité de vie, consiste à déterminer si vous souhaitez obtenir une image objective de la qualité de vie dans votre commune ou si vous souhaitez également disposer d'informations subjectives. Les facteurs objectifs fournissent des informations sur les conditions de vie telles qu'elles se présentent dans votre commune, tandis que les perspectives subjectives décrivent le degré de satisfaction des citoyen-nés vis-à-vis de leurs conditions de vie et de leur vie en général. Enfin, il est important de répéter votre analyse sur les facteurs objectifs et les facteurs subjectifs et d'y inclure une dimension temporelle, car les perceptions des gens peuvent évoluer au fil du temps, au fur et à mesure que leurs priorités et leurs objectifs changent, influençant ainsi leur expérience de la qualité de vie.

3 TRAVAILLER AVEC DES DONNÉES

La plupart des données pertinentes sont déjà disponibles via des portails statistiques nationaux ou régionaux (voir la liste ci-dessous). Ces portails sont conçus de manière à ce que les données accessibles au public puissent être téléchargées sous diverses formes, la plus courante étant le tableau .xls. De plus, les portails statistiques proposent généralement différents types de représentations graphiques des données que nous recherchons. Lors de la recherche de données, nous devons connaître la variable suivante :

- **l'unité spatiale/administrative** : généralement exprimée par des abréviations, comme NUTS2 ou NUTS3 pour les régions, ou LAU1 et LAU2 pour les unités inférieures, telles que les districts et les municipalités
- **la période** : généralement exprimée en années ou en mois ; très rarement, les données sont également disponibles par jour
- **le contenu à représenter.**

Pour certains aspects de la qualité de vie, notamment l'environnement et les questions spatiales, les données ne sont pas toujours disponibles ou le sont sous forme de cartes, et doivent être traitées à l'aide de systèmes d'informations géographiques. Pour cela, si votre commune ne dispose pas d'un service d'aménagement du territoire, il convient de faire appel à un expert SIG externe pour calculer les données correspondant à votre territoire et à vos besoins spécifiques. Ces données sont importantes et pertinentes car elles apportent une dimension spatiale à votre analyse, et sont essentielles pour le suivi des infrastructures, du trafic, de l'occupation des sols, etc.

“

Mais attention : il est très facile de se laisser submerger. Les municipalités devraient se concentrer sur la sélection d'indicateurs qui ont du sens pour elles, plutôt que de collecter de grandes quantités de données. Les données doivent faciliter la prise de décision, et non la compliquer.

”

COMMENCEZ SIMPLEMENT



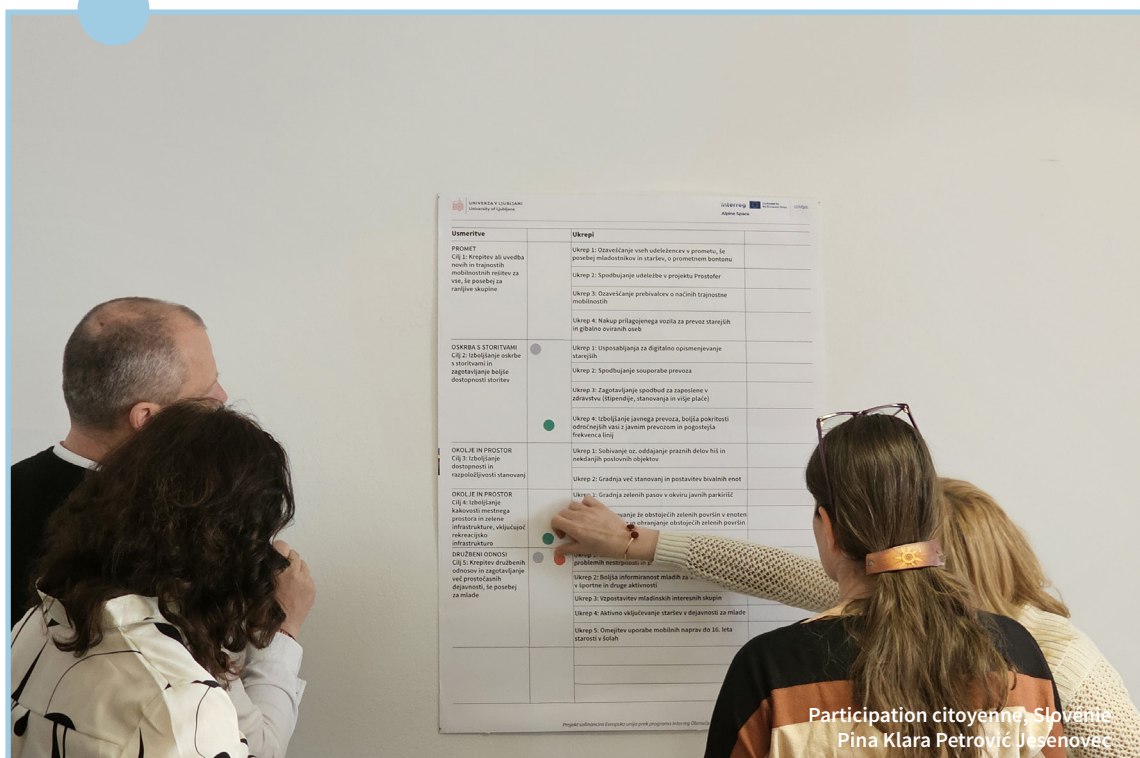
COMMENCEZ SIMPLEMENT

Les municipalités n'ont pas besoin d'études complexes pour se lancer dans l'exploitation des données.

Commencez par :

- des statistiques disponibles
- les données administratives municipales, telles que les informations démographiques, les données sur le logement et l'aménagement du territoire, les données économiques, etc.
- les retours des citoyen·nes
- les connaissances locales du personnel et des parties prenantes

L'analyse peut devenir plus détaillée au fil du temps.



Participation citoyenne, Slovence
Pina Klara Petrovič Jesenovac

4 PLATEFORMES DE DONNÉES SPÉCIFIQUES À LA QUALITÉ DE VIE

INDICATEURS DE QUALITÉ DE VIE (EUROSTAT) :

cette plateforme offre un aperçu de neuf thèmes : 1) conditions de vie matérielles, 2) activité productive ou principale, 3) santé, 4) éducation, 5) loisirs et interactions sociales, 6) sécurité économique et physique, 7) gouvernance et droits fondamentaux, 8) environnement naturel et de vie, et 9) expérience globale de la vie. Des indicateurs objectifs et subjectifs sont présentés, couvrant à la fois la situation objective et les perceptions subjectives. Les données sont disponibles au niveau national pour les pays de l'UE (Eurostat, s.d.).

BIEN-ÊTRE RÉGIONAL DE L'OCDE :

la plateforme mesure onze thèmes, notamment les revenus, l'emploi, le logement, la santé, l'accès aux services, l'environnement, l'éducation, la sécurité, l'engagement civique et la gouvernance, la communauté et la satisfaction dans la vie. Les données sont disponibles au niveau NUTS 2 et sont présentées sous forme d'infographies, montrant les scores de chaque région pour chaque thème lié à la qualité de vie. Elle permet également d'effectuer des comparaisons entre les régions et indique celles qui obtiennent des scores similaires (OCDE, s.d.b).

COMMENT ÇA VA EN AUTRICHE ? (WIE GEHT'S UNS IN ÖSTERREICH) :

Depuis 2012, l'Office autrichien des statistiques (Statistik Austria) suit les progrès et la qualité de vie en Autriche et publie des rapports annuels. Il rassemble une trentaine d'indicateurs couvrant des thèmes tels que la qualité de vie globale, l'environnement et les conditions matérielles. Cela permet également de montrer comment l'Autriche progresse vers la réalisation des Objectifs de Développement Durable 2015-2030 de l'ONU (Statistik Austria, s.d.).

BIEN VIVRE EN ALLEMAGNE (GUT LEBEN IN DEUTSCHLAND) :

Le gouvernement fédéral a élaboré un total de 46 indicateurs couvrant douze thèmes liés à la qualité de vie afin de présenter l'état actuel et l'évolution de la qualité de vie en Allemagne au niveau NUTS 3. Les thèmes abordés sont la santé, le travail, l'éducation, les revenus et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée (sous le titre « Nos vies ») ; la sécurité, la solidarité et le sentiment d'appartenance (sous le titre « Notre environnement ») ; ainsi que l'économie, l'environnement, l'égalité et la responsabilité (sous le titre « Notre pays »). De plus, la plateforme propose des représentations interactives pour chaque indicateur (Gouvernement fédéral, s.d.).

Il est également important de savoir que certains instituts de statistique réalisent parfois des études spécifiques sur la qualité de vie, qui peuvent également vous fournir les données correspondantes et replacer votre région dans un contexte plus large. Parfois, des projets de financement incluent des études sur la qualité de vie ou certains aspects de celle-ci, et il pourrait être utile pour votre travail au sein de la commune de participer en tant que site pilote.

Voici quelques exemples de telles études :



Une étude sur la perception subjective de la qualité de vie parmi la population du Tyrol du Sud (Bausch et Tauber, 2023)



Le projet Erasmus+ Alpine Compass explorant la qualité de vie des jeunes dans les Alpes (Čataković et al., 2024)



L'étude ESPON TQoL dans l'espace alpin (ESPON, 2024) ;



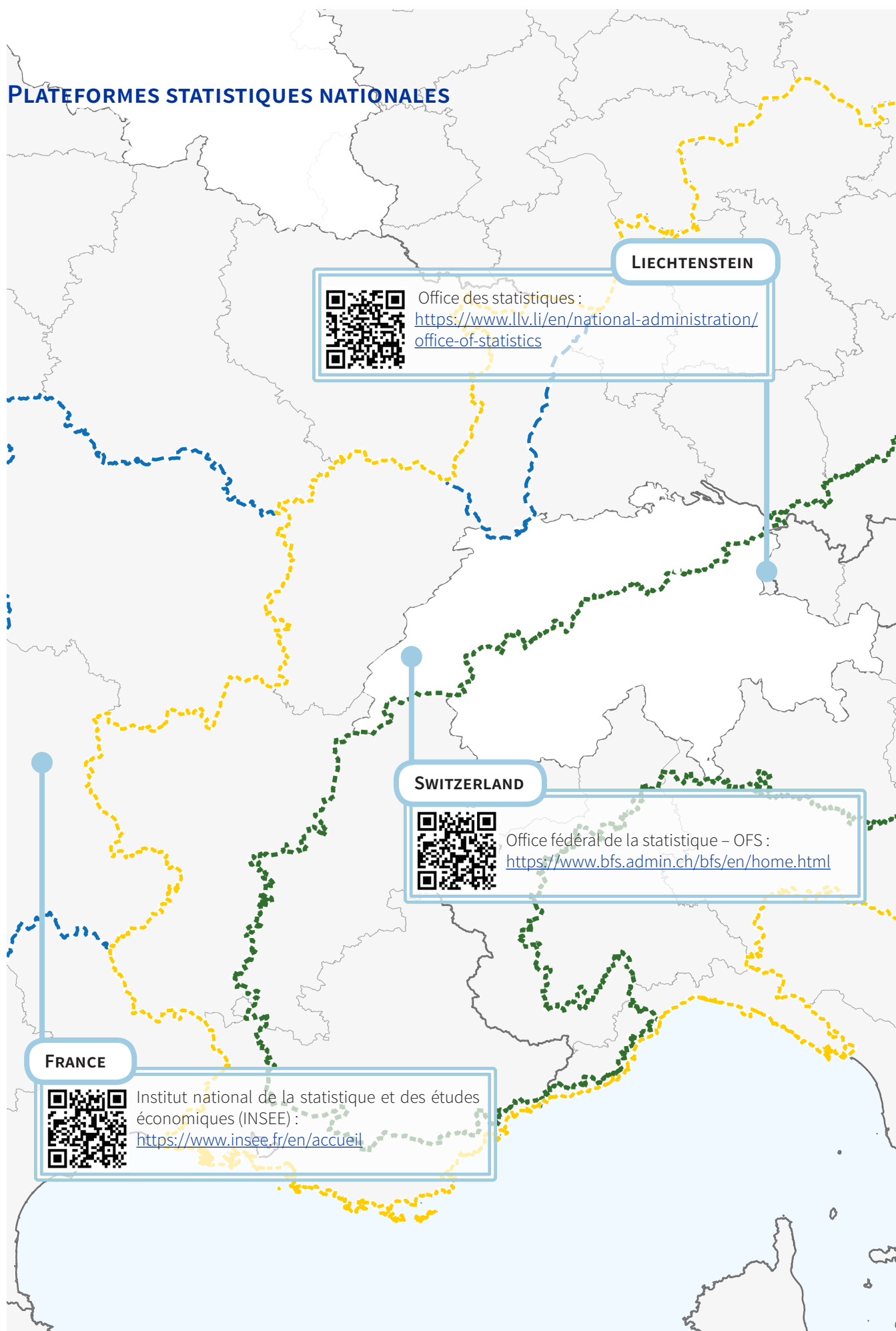
Le projet transfrontalier Interreg Allemagne-Autriche « Lebenswerter Alpenraum » (Qualité de vie dans l'espace alpin), qui traite des pratiques de tourisme durable soutenues par la population locale et les décideurs politiques régionaux (projet Interreg, s.d.).

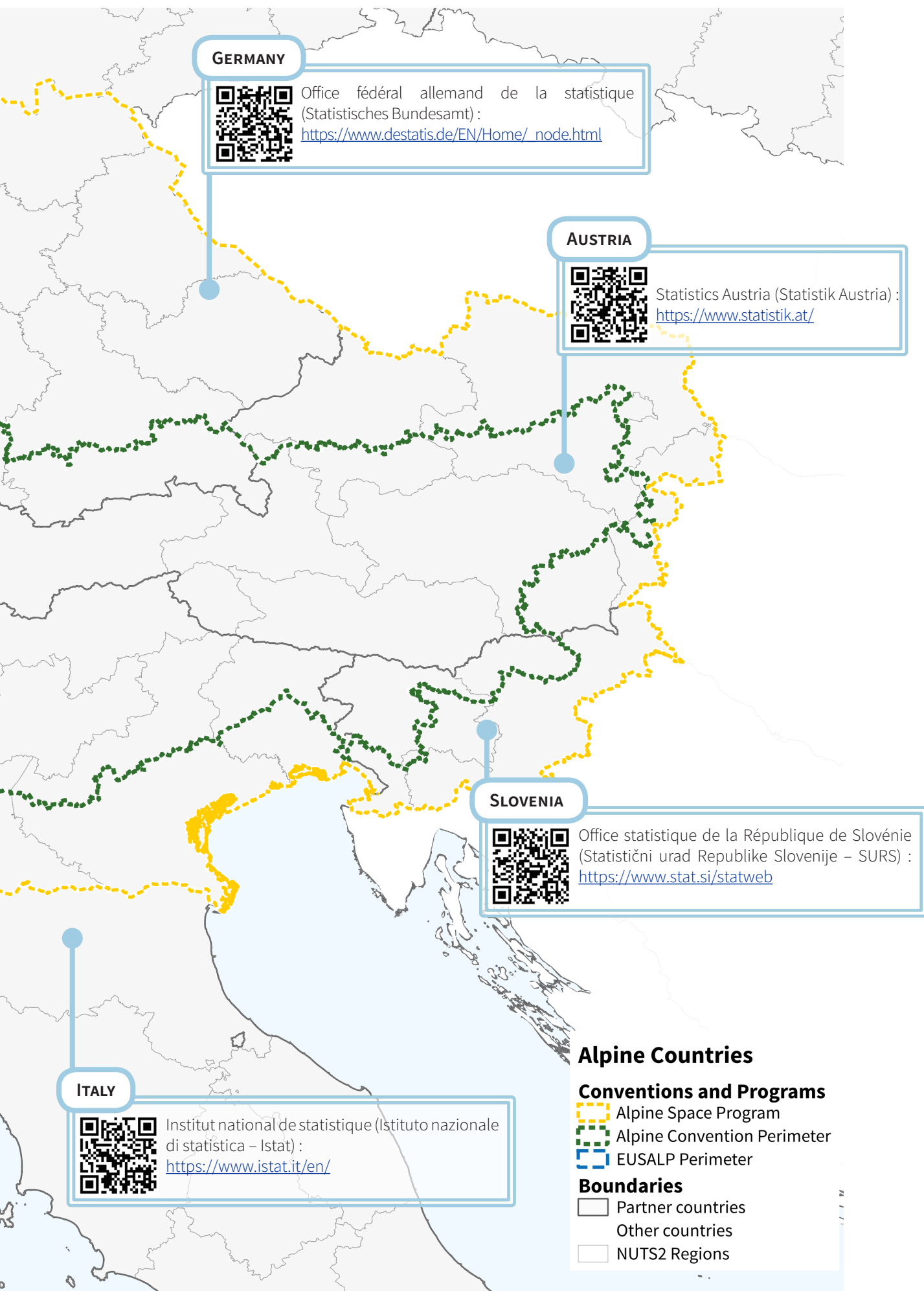
5 COMMENT PRÉSENTER VOS DONNÉES ?

Une fois vos données collectées, vous vous retrouverez peut-être avec un grand tableau qui n'est pas suffisamment informatif pour vos besoins. Pour présenter vos données, par exemple au conseil municipal ou lors d'une réunion publique, vous devez être capable de les présenter de manière convaincante. Il existe aujourd'hui de nombreux outils qui peuvent vous aider à préparer vos graphiques et infographies ; vous pouvez même utiliser l'IA pour sélectionner le type de graphique le plus adapté en fonction des données analysées.

- **Les données spatiales** peuvent être présentées à l'aide de cartes (par exemple, pour indiquer la distance par rapport aux services d'intérêt général) ou en illustrant la répartition spatiale des données, comme le niveau de satisfaction à l'égard de la qualité de vie dans différentes régions.
- Les graphiques peuvent être utiles pour présenter les proportions de la population exprimant **différents niveaux de satisfaction** (par exemple, la satisfaction à l'égard des aspects environnementaux) ou pour énumérer les facteurs contribuant à la qualité de vie.
- Des tableaux pourraient être utilisés pour présenter **des listes de thèmes et d'indicateurs de qualité de vie sélectionnés**.
- Les diagrammes circulaires ou à barres sont généralement utilisés pour **les données nominales**, et les diagrammes à barres pour **les données ordinales**.

PLATEFORMES STATISTIQUES NATIONALES



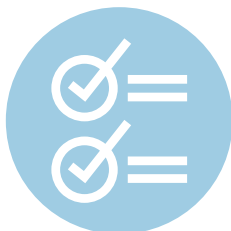


6 PRENDRE EN COMPTE LES AVIS DES HABITANTS ET HABITANTES

Il est important que les municipalités commencent à travailler avec des données, mais les statistiques seules ne suffisent pas à décrire la qualité de vie. Les méthodes participatives aident à comprendre la satisfaction des habitant-es vis-à-vis de leur vie, leurs perceptions, leurs besoins et leurs priorités. Une implication active des citoyen-nes est non seulement bénéfique pour votre prise de décision, mais contribue également à une qualité de vie élevée, comme vous pouvez le lire dans le dernier chapitre de ce manuel.

Vous pouvez choisir parmi différentes méthodes pour impliquer vos citoyen-nes et recueillir leur point de vue. La méthode se sélectionne en fonction du groupe cible, de sa taille et de ses caractéristiques, mais aussi de vos ressources :

UNE ENQUÊTE :



les municipalités ont souvent recours à des enquêtes pour comprendre comment les habitant-es perçoivent leur qualité de vie. L'approche la plus simple consiste à demander aux personnes dans quelle mesure elles sont satisfaites de leurs conditions de vie. Des enquêtes plus détaillées peuvent également porter sur des thèmes spécifiques tels que les infrastructures, l'accès aux services, les conditions de travail ou la mobilité. Avant de lancer une enquête, les municipalités doivent clarifier trois questions clés : Que voulons-nous savoir ? À qui devons-nous nous adresser ? De quelles ressources (temps, personnel et budget) disposons-nous ?

Les enquêtes peuvent s'adresser à l'ensemble de la population ou à des groupes spécifiques, tels que les jeunes ou les personnes âgées. Elles peuvent être menées en ligne ou en personne. Les enquêtes en ligne sont faciles à organiser mais ne permettent pas toujours d'atteindre tout le monde, tandis que les enquêtes en personne nécessitent davantage de temps et d'organisation. Un processus d'enquête classique, analyse comprise, peut prendre plusieurs mois, mais les outils numériques peuvent contribuer à simplifier l'analyse et la présentation des données.

UN ATELIER :



les ateliers constituent un moyen utile d'impliquer les parties prenantes ou le grand public dans les discussions sur la qualité de vie. Ils se déroulent généralement sur une demi-journée et permettent aux participant-es de discuter de différents sujets en petits groupes.

Les ateliers aident les municipalités à mieux comprendre les défis locaux et à travailler avec les participant-es pour identifier des solutions possibles. Par exemple, dans le cadre du projet GOVQoL, des ateliers ont été organisés avec des décideurs et décideuses politique, du personnel administratif et des représentants des communautés locales afin d'évaluer la situation locale en matière de qualité de vie et d'identifier des solutions possibles aux défis existants.

UN FOCUS GROUP :



les focus groups de discussion sont des discussions guidées sur un sujet spécifique, basées sur des questions préparées à l'avance. Les participant-es sont préselectionné-es pour représenter différentes perspectives au sein d'un groupe cible, ce qui permet de recueillir un large éventail d'opinions.

En général, deux modérateurs interviennent : l'un anime la discussion, tandis que l'autre consigne les points principaux et les résultats. Cette méthode a notamment été utilisée dans les processus d'aménagement du territoire de la Haute-Gorenjska, en Slovénie, où les focus groups de discussion ont appuyé l'analyse démographique et les discussions sur la planification locale.

UN ENTRETIEN :



un entretien est une conversation structurée ou semi-structurée au cours de laquelle une personne pose des questions et une autre y répond. Les entretiens durent généralement entre une demi-heure et une heure. Dans le cadre de l'analyse de la qualité de vie, les entretiens sont souvent menés avec des acteurs locaux clés, tels que des prestataires de services ou des représentants municipaux, afin de mieux comprendre les défis locaux et les pratiques de gouvernance. On privilégie l'entretien plutôt qu'un atelier ou un focus group de discussion si l'on souhaite poser des questions plus délicates et offrir l'anonymat afin de créer un espace sûr propice à des réponses sincères.

Par exemple, dans le cadre du projet GOVQoL, des entretiens avec des représentant-es des communautés locales ont permis d'évaluer les conditions de qualité de vie, d'identifier les principaux défis et d'explorer comment la qualité de vie peut être mieux intégrée dans la prise de décision locale.

UN ESSAI :



il s'agit d'une technique où l'on demande aux personnes d'écrire des textes de longueur variable et de décrire leur opinion, leurs souvenirs ou leur expérience sur un sujet donné. Une telle méthode peut être utilisée pour atteindre des groupes vulnérables, tels que les enfants, les jeunes ou les personnes âgées, ou si l'on souhaite aborder des sujets plus délicats concernant la qualité de vie.

LA MÉTHODE PHOTOVOICE :



la méthode Photovoice est une méthode participative dans laquelle les habitant-es prennent des photos liées à un thème spécifique et expliquent brièvement ce que les images montrent et pourquoi elles sont importantes pour faire valoir leur point de vue.

Cette méthode peut aider les municipalités à mieux comprendre les perspectives locales, par exemple lors de l'évaluation de l'état des infrastructures, des espaces publics, des espaces verts ou des installations de loisirs. Citons par exemple le Photovoice Lab de VERVE à Belluno, en Italie, où cette approche a été utilisée pour explorer la manière dont les gens perçoivent leur environnement local et s'y rapportent.

Si vous souhaitez en savoir plus sur les méthodes participatives, il existe de nombreuses ressources utiles qui expliquent en détail comment impliquer les citoyen-nés. Elles peuvent toutes être appliquées à votre analyse de la qualité de vie :



BOÎTE À OUTILS DE GAYA SUR LA PARTICIPATION DES JEUNES :

boîte à outils sur la manière d'inclure les jeunes dans les processus décisionnels dans les Alpes, comprenant des bonnes pratiques et des lignes directrices – <https://www.alpine-space.eu/project/gaya/>



MANUEL POUR LA CO-CRÉATION ET LA PRODUCTION DE CONNAISSANCES

dans les vignobles alpins : décrivant comment mettre en place et appliquer la méthode des laboratoires vivants – <https://www.alpine-space.eu/project/respond/>



BOÎTE À OUTILS ALPINE-CARPATIQUE POUR LA PARTICIPATION

dans les zones de montagne d'Europe centrale : axée sur les acteurs régionaux et locaux et sur l'implication des citoyen-nés dans le processus décisionnel – <https://share.google/zDLb8zcPq2fsyNwGb>



MANUEL SUR LA PARTICIPATION CITOYENNE

de l'État autrichien du Vorarlberg (en allemand uniquement) – <https://vorarlberg.at/-/buergerbeteiligung>



DEMANDEZ À VOS CITOYEN-NÉS

Utilisez

- des sondages pour recueillir l'avis d'un large public
- des ateliers pour des discussions collectives
- des entretiens pour recueillir les points de vue des parties prenantes
- des focus groups pour des échanges ciblés

Choisissez votre méthode en fonction de vos ressources et de vos groupes cibles !

“

Les habitant-es sont les expert-es de leurs propres conditions de vie.

”

7 RECOURS AUX CERTIFICATIONS ET AUX RÉFÉRENCES EXTERNES

Une autre façon d'évaluer la situation actuelle de votre commune et d'identifier les domaines à améliorer consiste à prendre part à des démarches certifiantes ou à rejoindre des initiatives existantes. Ces programmes fournissent des critères structurés et une évaluation externe, vous aidant ainsi à déterminer les domaines dans lesquels votre commune obtient déjà de bons résultats et ceux où des progrès supplémentaires sont possibles. Par exemple, la **certification « Zéro déchet »** récompense les municipalités qui parviennent à réduire leurs déchets et soutient les autorités locales en leur fournissant un cadre pratique pour évoluer vers une gestion des déchets plus durable. De même, le Prix européen de l'énergie aide les municipalités à améliorer leurs politiques locales en matière d'énergie et de climat. Il propose un système structuré de gestion et d'évaluation qui aide à réduire systématiquement la consommation d'énergie, à accroître l'efficacité énergétique et à promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables. Les municipalités bénéficient de conseils et d'une évaluation externe, ce qui leur permet de suivre leurs progrès et d'obtenir une reconnaissance pour leurs réalisations.

Une autre approche consiste à participer à l'initiative **« Économie du bien commun » (ECG)**. Les municipalités qui appliquent ce cadre évaluent leurs politiques et leurs activités en fonction de leur contribution au bien commun, notamment en matière de justice sociale, de durabilité environnementale, de participation démocratique et de transparence. Ce processus aide à aligner le développement local sur les valeurs sociales et écologiques tout en améliorant la qualité de vie globale.

L'**initiative « Municipalité amie des enfants »**, soutenue par l'UNICEF, promeut des environnements sains et favorables pour tous les enfants et les jeunes. Les municipalités participantes s'efforcent de garantir que les enfants aient accès à la protection sociale, vivent dans un environnement sûr et bénéficient de services locaux inclusifs. Des conseils pratiques sur la manière de devenir une municipalité amie des enfants sont disponibles dans des manuels dédiés ; un suivi régulier inclut les retours d'information du groupe cible (les enfants et leurs familles).

Les municipalités peuvent également rejoindre des réseaux tels que le **Réseau européen des municipalités favorables aux familles**, qui aide les collectivités locales à élaborer des politiques visant à améliorer les conditions de vie des familles grâce au partage des connaissances, à la planification et à l'auto-évaluation.



RÉSULTATS DE LA PHASE D'ANALYSE

La phase d'analyse devrait aboutir à :

- une vue d'ensemble claire des forces et des faiblesses de votre municipalité
- l'identification des besoins en matière de développement
- une compréhension des perceptions des citoyen-nes
- une base commune pour établir les priorités

Les résultats doivent être présentés de manière compréhensible et transparente aux décideurs et décideuses, et aux habitantes et habitants.

“

Les certifications et les réseaux aident les municipalités à évaluer leurs progrès et à tirer des enseignements des autres, tout en améliorant la qualité de vie locale.

”

BONNE PRATIQUE :



DES ENFANTS IMAGINENT LEUR FUTUR VILLAGE EN HAUTE-ARIÈGE

QUOI : recueillir le point de vue des citoyen·nes, implication des jeunes

QUAND ET OÙ : 2020-2021, FRANCE

LIEN : <https://cc-hauteariege.fr/plui-h/adenanc-le-village-ideal>

DESCRIPTION

Dans le cadre de l'élaboration du plan d'urbanisme et d'habitat intercommunal (PLUi-H), la Communauté de communes de la Haute-Ariège a associé les enfants et les jeunes à un processus de participation tourné vers l'avenir. 22 classes, de la maternelle au CM2, ont été invitées à imaginer à quoi ressemblerait leur village idéal dans un avenir proche.

Chaque école a travaillé sur un thème spécifique tel que la mobilité, le logement, la biodiversité, le paysage ou les infrastructures publiques. Les enfants ont exprimé leurs idées à travers des dessins, des maquettes, des courts métrages et des réponses écrites à un questionnaire. Leurs contributions ont été analysées afin de comprendre comment les jeunes générations envisagent les modes de vie futurs et le développement de la communauté. Dans le prolongement du projet « Adenanc, le village idéal où nous aimerions vivre », les élus ont poursuivi cette démarche en 2022 en invitant des collégiens à partager leurs points de vue spécifiquement sur la mobilité en Haute-Ariège.

OBJECTIFS

L'initiative visait à intégrer les perspectives des jeunes dans l'aménagement du territoire, à recueillir des informations qualitatives sur les attentes futures et à renforcer la réflexion à long terme dans l'élaboration des politiques locales. Elle cherchait également à familiariser les enfants et les jeunes avec la participation démocratique et les processus de planification.

COMMENT CELA FAVORISE-T-IL UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE ?

En invitant les enfants à imaginer leur futur village, la Communauté de communes a recueilli leurs points de vue personnels, que les statistiques traditionnelles ne peuvent fournir. Les projections des enfants étaient optimistes et créatives, mais mettaient également en évidence des priorités claires. Trois thèmes principaux se sont dégagés : l'importance de la vie sociale et communautaire, la relation entre le village et le monde extérieur, et des réflexions sur la manière dont la participation elle-même façonne l'engagement. En écoutant activement les enfants, de nouvelles perspectives ont pu être intégrées dans les processus de planification traditionnels. Cela a renforcé le dialogue intergénérationnel et permis de s'assurer que la planification à long terme tienne compte des besoins et des aspirations des futur·es habitant·es.

BONNE PRATIQUE :

LE PORTRAIT DONUT DE GRENOBLE ALPES MÉTROPOLE



QUOI : Analyse de données

QUAND ET OÙ : 2022-2025, FRANCE

LIEN : <https://www.calameo.com/read/00419037659dbe7db7ef0>

DESCRIPTION

La ville de Grenoble a adopté une approche innovante fondée sur les données pour évaluer sa situation actuelle et orienter son développement à long terme en publiant le « Portrait Donut de Grenoble 2022-2025 » dans le cadre de sa stratégie globale « Grenoble 2040 ». S'appuyant sur le cadre de l'économie du donut (développé par Kate Raworth), la ville a adapté le modèle pour analyser les conditions sociales et environnementales locales, en combinant de multiples indicateurs dans une vue d'ensemble visuelle et systémique qui met en évidence la position de la ville par rapport aux limites planétaires évologiques et aux besoins fondamentaux des habitant-es. Le Portrait a été élaboré à l'issue d'un processus structuré de sélection d'indicateurs pertinents en collaboration avec les services municipaux et d'analyse des données issues des registres municipaux, des statistiques nationales et des documents d'urbanisme. La première version (2022) sert de diagnostic de référence et sera enrichie et mise à jour en 2025, dans le but de façonner un suivi participatif et une prise de décision stratégique dans tous les domaines politiques.

OBJECTIFS

Le Portrait vise à renforcer les politiques fondées sur des données factuelles en offrant une vue d'ensemble à 360° de la situation actuelle de Grenoble en matière de durabilité écologique et de bien-être social. Il offre aux élu-es et aux services municipaux une base factuelle commune pour hiérarchiser les actions, harmoniser les documents d'urbanisme et suivre les progrès au fil du temps.

COMMENT CELA FAVORISE-T-IL UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE ?

Le Portrait en forme de donut de Grenoble rend des données complexes accessibles et comparables en mettant en évidence les écarts entre les conditions actuelles et les seuils sociaux ou environnementaux souhaités. Cette visualisation aide la ville à :

- comprendre où les politiques locales sont efficaces ou en retard
- d'aligner les stratégies municipales sur le bien-être de la communauté et les limites planétaires
- de créer une base factuelle commune pour la définition future des priorités et l'allocation des ressources

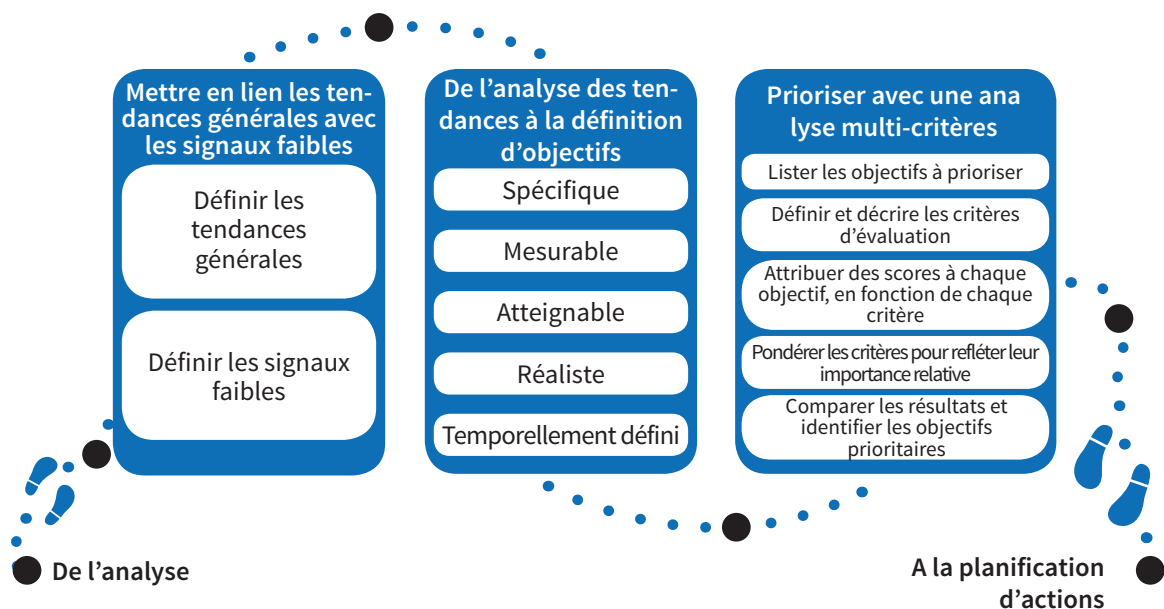
Le processus de collecte et d'analyse des données a également favorisé la coopération inter-services et ouvert des voies pour l'engagement du public, permettant aux habitant-es et aux parties prenantes de discuter des résultats, d'affiner les indicateurs et de suivre les progrès. En planifiant un deuxième Portrait en 2025, Grenoble institutionnalise le suivi dans le cadre de son cycle stratégique, renforçant ainsi la transparence et plaçant la qualité de vie au cœur de la planification municipale.

[illegible]

ÉTAPE 2 :

DÉFINIR LES OBJECTIFS ET LES PRIORITÉS

Une fois la situation de départ clarifiée, les municipalités doivent décider où concentrer leurs efforts. Ce chapitre vous guide à travers le processus de définition des objectifs et des priorités, étape clé pour traduire l'analyse en actions concrètes et efficaces. Les objectifs doivent répondre aux défis identifiés et tirer parti des atouts locaux. Une approche claire et structurée aide les municipalités à allouer efficacement leurs ressources et à garantir que les politiques et les mesures améliorent de manière significative la qualité de vie.



1 PRENDRE EN COMPTE LES ÉVOLUTIONS À LONG TERME

Si vous souhaitez élaborer une stratégie efficace pour votre commune, vous devez avoir une compréhension claire tant des macro-tendances (défis mondiaux et systémiques) que des signaux faibles (dynamiques locales et spécifiques au contexte). Identifier et analyser ces tendances vous aide à anticiper le changement, à aligner l'action locale sur les évolutions plus larges et à concevoir des stratégies à la fois tournées vers l'avenir et ancrées localement.

“ Les stratégies locales sont les plus efficaces lorsqu'elles relient les tendances mondiales aux réalités locales. ”

COMPRENDRE LES MACRO-TENDANCES

Les macro-tendances désignent les évolutions à grande échelle et à long terme qui affectent les sociétés à travers les régions et les pays. Elles comprennent, par exemple, le changement climatique, le vieillissement démographique, la numérisation, les transitions économiques, l'urbanisation et les inégalités sociales. Bien que les macro-tendances opèrent à l'échelle mondiale ou nationale, leurs impacts se font toujours sentir au niveau local.

Voici quelques questions pour vous guider :

- Quelles sont les principales macro-tendances susceptibles d'affecter la qualité de vie dans votre commune ?
- Comment votre commune devrait-elle être affectée par les macro-tendances ?
- Comment pouvez-vous prévenir ou faciliter leur impact ?

COMPRENDRE LES SIGNAUX FAIBLES

Les signaux faibles reflètent les conditions, les besoins et les dynamiques spécifiques de votre commune. Elles peuvent inclure les changements démographiques locaux, les spécialisations intelligentes, les modes de mobilité, l'accès aux services, la cohésion sociale, les conditions environnementales ou les capacités de gouvernance. Les signaux faibles sont souvent identifiés à partir de données locales, de la participation des parties prenantes et d'une connaissance directe du territoire.

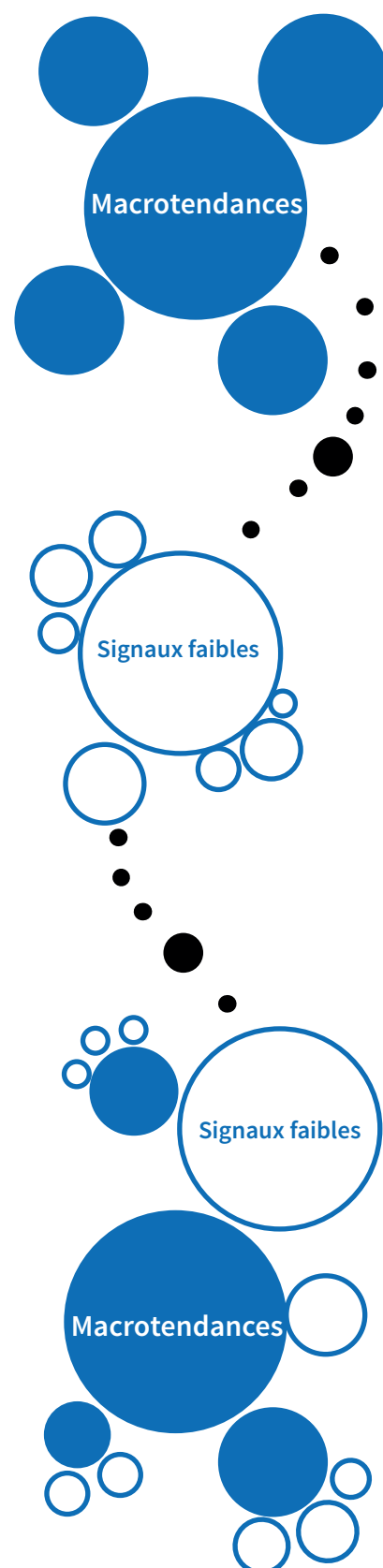
Voici quelques questions pour vous guider :

- Quels sont les principaux signaux faibles susceptibles d'influencer la qualité de vie dans votre commune ?
- Comment peut-on répondre à ces signaux faibles ?
- Comment pouvez-vous prévenir ou faciliter leur impact ?

RELIER LES MACRO-TENDANCES ET LES SIGNAUX FAIBLES

L'analyse des tendances aide les municipalités à relier les évolutions mondiales aux réalités locales. De bonnes stratégies locales traduisent des défis généraux en solutions adaptées à la situation spécifique de votre municipalité. Par exemple, le changement climatique est une tendance mondiale, mais ses impacts locaux varient d'un endroit à l'autre — qu'il s'agisse de vagues de chaleur, d'inondations ou de pénuries d'eau. Comprendre comment les tendances mondiales affectent votre municipalité vous aide à planifier des mesures qui répondent aux besoins locaux. En identifiant et en combinant systématiquement les macro-tendances et les signaux faibles, les décideurs et décideuses peuvent :

- hiérarchiser plus efficacement les objectifs stratégiques,
- élaborer des politiques cohérentes et tournées vers l'avenir,
- renforcer la résilience locale et la qualité de vie,
- favoriser une prise de décision fondée sur des données factuelles et transparente.



2 DE L'ANALYSE DES TENDANCES À DES OBJECTIFS CLAIRS

Les objectifs doivent s'appuyer sur une analyse solide du contexte local, comme vous l'avez appris dans le chapitre précédent. L'analyse a pour but d'identifier les défis, les opportunités et les écarts les plus pertinents entre la situation actuelle et l'état futur souhaité.

Les objectifs décomposent votre vision en étapes réalistes et réalisables. Un objectif doit donc être **SMART** : spécifique, mesurable, atteignable, pertinent et limité dans le temps.

SMART:

SPECIFIS (SÉCIFIQUE)

MEASURABLE (MESURABLE)

ACHIEVABLE (ATTEIGNABLE)

RELEVANT (PERTINENT) ET

TIME-BOUND (LIMITÉ DANS LE TEMPS).

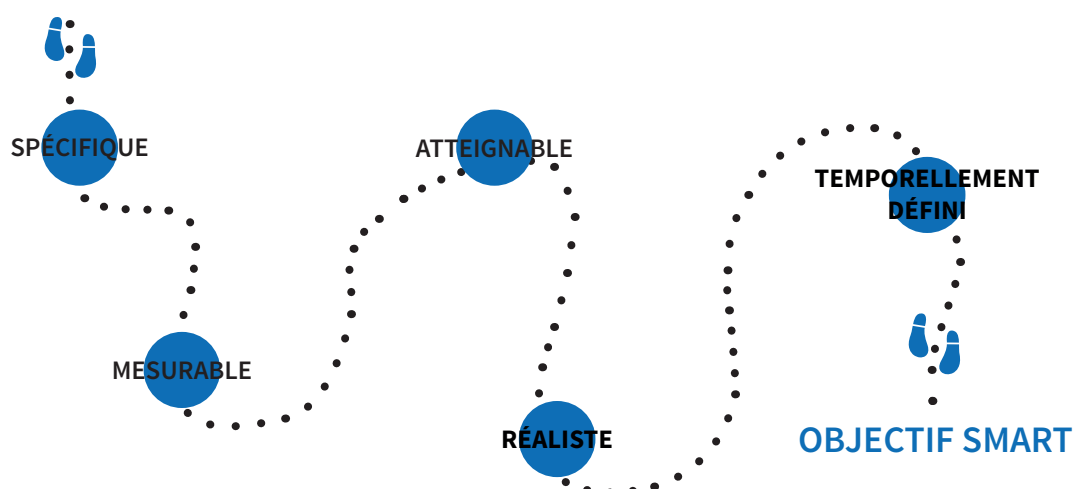


POSER LES BONNES QUESTIONS

- Quelles tendances macro et micro à long terme affectent notre commune ?
- Comment vont-elles influencer nos conditions de vie ?
- Quelles opportunités et quels risques pourraient se présenter si aucune de ces tendances n'était prise en compte ?

Critères	Description
Spécifique	Les objectifs doivent être clairs et précis, sans laisser place à l'ambiguïté
Mesurable	Les objectifs doivent être quantifiés afin de pouvoir mesurer les progrès réalisés
Atteignable	Les objectifs doivent être réalistes et réalisables, compte tenu des ressources disponibles et des contraintes
Réaliste	Les objectifs doivent être en adéquation avec les objectifs généraux et la mission de l'organisation ou du projet
Temporellement défini	Les objectifs doivent être assortis d'un calendrier précis ou d'une date butoir pour leur réalisation

ÉTAPES POUR



3 COMMENT PRÉPARER VOS OBJECTIFS ?

Les objectifs peuvent être formulés selon différentes approches : ils peuvent émerger de processus participatifs ou être définis par l'administration publique.

Lors de la définition des objectifs, il est important de :

IMPLIQUER LA COMMUNAUTÉ TOUT AU LONG DU PROCESSUS.

Les connaissances locales – notamment la mémoire collective, le patrimoine culturel, les traditions, les modes de fonctionnement et l'expérience vécue – peuvent apporter des éclairages qui vont au-delà de ce que les données quantitatives peuvent à elles seules refléter.

ENCOURAGER LA CO-CRÉATION AVEC LES CITOYEN-NES.

Impliquer les habitant-es dans la définition des objectifs renforce la légitimité et l'appropriation. Si les citoyen-nes se concentrent souvent sur des projets spécifiques plutôt que sur des objectifs stratégiques plus larges, leur contribution est essentielle pour garantir que les objectifs reflètent les besoins et les attentes réels.

FAIRE UNE SYNTHÈSE.

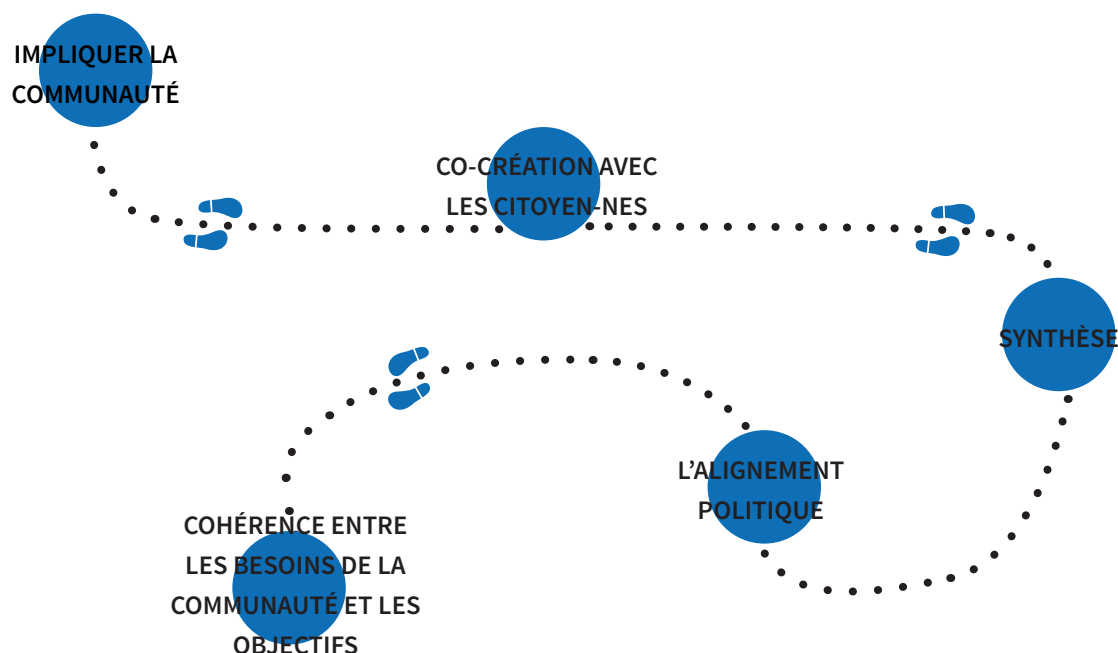
Il est essentiel d'extraire les idées de projets clés issues du processus de co-crédation et de les structurer en objectifs stratégiques cohérents et se renforçant mutuellement.

ASSURER L'ALIGNEMENT POLITIQUE ET LE RETOUR D'INFORMATION.

L'engagement politique est fondamental pour la faisabilité et la mise en œuvre. Les objectifs doivent être hiérarchisés en fonction du niveau de soutien politique et d'appui institutionnel dont ils bénéficient.

ASSURER LA COHÉRENCE ENTRE LES BESOINS DE LA COMMUNAUTÉ ET LES OBJECTIFS.

La cohérence politique dans la définition des objectifs est essentielle pour garantir que les besoins des citoyen-nes soient reflétés de manière précise, claire et transparente dans le cadre stratégique. Si cet alignement n'est pas assuré, la liste des objectifs risque de manquer de légitimité et de ne pas être correctement reconnue par les citoyen-nes.



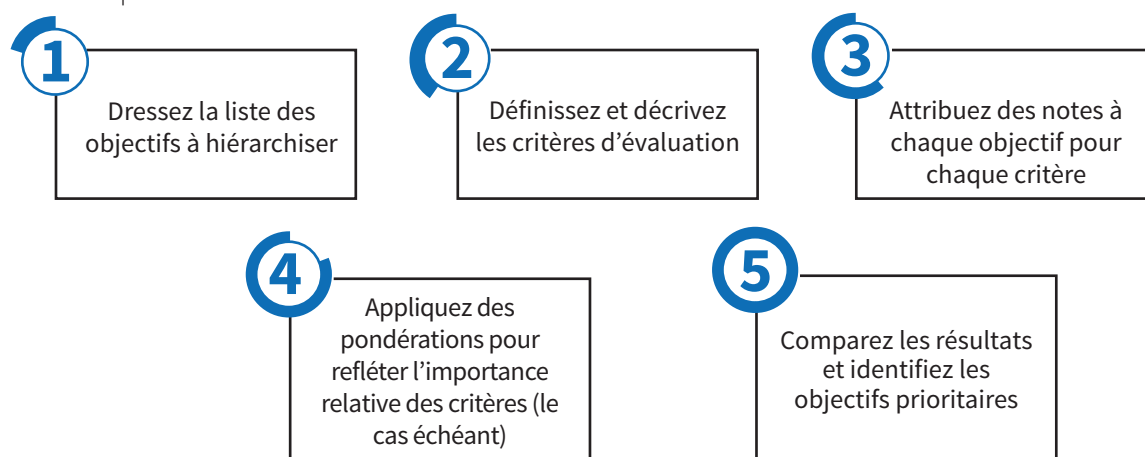
4 ÉTABLIR DES PRIORITÉS À L'AIDE D'UNE ANALYSE MULTI-CRITÈRES

Les ressources municipales étant limitées, il est essentiel de hiérarchiser les objectifs que nous souhaitons atteindre. Une fois les objectifs identifiés, l'étape cruciale suivante consiste à donner la priorité aux plus pertinents et aux plus réalisables. Compte tenu des ressources limitées, des contraintes de temps et des capacités institutionnelles, cette hiérarchisation aide les décideurs et décideuses à se concentrer sur les actions susceptibles d'avoir le plus grand impact tout en restant réalisables.

L'analyse multicritères (AMC) est une méthode qui permet de comparer différentes options en les évaluant par rapport à un ensemble spécifique de critères, tels que l'impact, la faisabilité, le coût, l'urgence ou la pertinence politique. Au lieu de se fonder sur un seul facteur, l'AMC prend en compte plusieurs dimensions simultanément, reflétant ainsi la complexité des défis locaux et les besoins en matière de qualité de vie. L'application de l'AMC pour établir des priorités peut favoriser une prise de décision équilibrée et transparente.

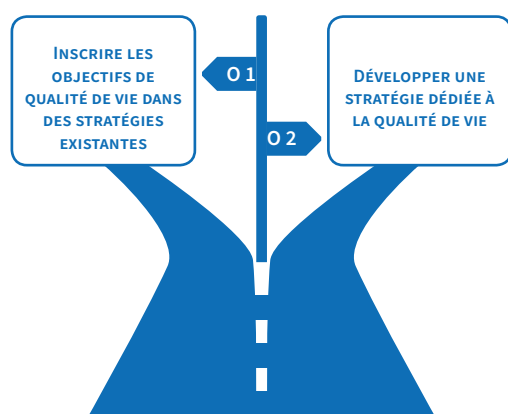
COMMENT APPLIQUER L'AMC POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DANS LE PROCESSUS POLITIQUE ?

Suivez le processus :



INTÉGRER LES OBJECTIFS DANS LES STRATÉGIES

Après avoir appliqué l'AMC, vous disposez d'une liste d'objectifs prioritaires. Mais que faire de ces objectifs à présent ? Deux options s'offrent à vous : vous pouvez soit intégrer ces objectifs dans les stratégies existantes, soit élaborer une nouvelle stratégie en matière de qualité de vie.



INTÉGRER LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DE VIE DANS LES STRATÉGIES EXISTANTES, telles que les plans de développement local, les politiques sociales, les stratégies climatiques ou les plans de mobilité. Cela garantit la cohérence et renforce la dimension « qualité de vie » des politiques en cours.

ÉLABORER UNE STRATÉGIE DÉDIÉE À LA QUALITÉ DE VIE, lorsque celle-ci est identifiée comme une priorité transversale, nécessitant une coordination entre plusieurs services et domaines politiques.

BONNE PRATIQUE :



MANIFESTE POUR UN DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL INTÉGRÉ DE LAURIANO ET MORANSENTO-TONENGO

QUOI : Stratégie territoriale

QUAND ET OÙ : 2024, ITALIE

LIEN : <https://www.latomo.it/home>

DESCRIPTION

Le Manifeste pour le développement territorial intégré de Lauriano et Moransengo-Tonengo est un document stratégique élaboré dans le cadre du projet LATOMO afin de définir une vision commune à moyen et long terme pour deux communes voisines confrontées à des défis démographiques, économiques et sociaux communs. Il s'appuie sur un processus participatif impliquant les administrations locales, les citoyen-nes, les associations et les acteurs territoriaux. Le Manifeste promeut une approche intégrée et intercommunale du développement, reconnaissant que les défis territoriaux transcendent les frontières administratives et nécessitent des réponses coordonnées. Il se concentre sur des domaines clés tels que le développement local, la culture et le tourisme, la mobilité durable, la citoyenneté active et la gouvernance.

OBJECTIFS

Les principaux objectifs du Manifeste sont de lutter contre le dépeuplement et le déclin des services locaux, de renforcer l'économie locale et d'améliorer la cohésion territoriale. Il vise à valoriser les atouts naturels, culturels et sociaux, à promouvoir un tourisme durable et communautaire, à soutenir de nouvelles formes d'entrepreneuriat local et à améliorer l'accessibilité et la mobilité. Un autre objectif central est de mettre en place un cadre de gouvernance ouvert et flexible qui encourage la coopération entre les secteurs et à tous les niveaux.

COMMENT FAVORISE-T-IL UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE ?

Le Manifeste favorise une meilleure qualité de vie en renforçant les services locaux, en favorisant l'inclusion sociale, en améliorant l'accès aux ressources culturelles et naturelles et en autonomisant les communautés grâce à une participation active. En alignant le développement économique sur la durabilité, la cohésion sociale et l'identité locale, il soutient des territoires plus résilients, plus agréables à vivre et plus attractifs, tant pour les résidents que pour les touristes.

BONNE PRATIQUE :

BEYONDSNOW & TRANSTAT : STRATÉGIES DE TRANSITION PARTICIPATIVES POUR LES STATIONS DE SKI ALPINES.



QUOI : Stratégie territoriale

QUAND ET OÙ : 2022-2025, DANS L'ENSEMBLE DES ALPES

LIEN : <https://www.alpine-space.eu/project/beyondsnow/>
<https://www.alpine-space.eu/project/transtat/>

DESCRIPTION

Les projets **BeyondSnow** et **TranStat** sont deux projets de coopération européenne visant à relever un défi commun aux régions alpines : la diminution de la fiabilité de l'enneigement due au changement climatique et son impact sur les communautés locales qui dépendent du tourisme hivernal. Ces deux projets, financés dans le cadre du programme Interreg Espace alpin, de 2022 à 2025, ont réuni des partenaires issus de plusieurs pays alpins. **BeyondSnow** a collaboré avec dix territoires pilotes répartis dans six pays afin de renforcer la résilience socio-écologique face au changement climatique des destinations touristiques de neige. Grâce à des processus participatifs, les régions pilotes ont co-conçu des voies de développement durable, des scénarios d'avenir alternatifs et des stratégies de transition pour s'adapter à la diminution de l'enneigement et à l'évolution des dynamiques touristiques. **TranStat** s'est concentré sur les transitions vers un tourisme durable dans les stations de montagne, comprises comme des domaines skiables intégrés à leurs territoires au sens large. Le projet a mis en place des « Living Labs » afin de rassembler les acteurs locaux pour élaborer des scénarios de transition proposant des solutions concrètes pour un tourisme de montagne durable et résilient. Ces deux projets ont en commun le fait que les destinations alpines ont élaboré des plans d'action concrets, comprenant des objectifs et des priorités clairs. Bien que toutes les destinations aient été confrontées à un défi commun, leurs plans d'action sont tout à fait uniques et adaptés à leur situation locale, ce qui montre l'importance de comprendre les données locales et les signaux faibles comme base pour la définition des objectifs.

OBJECTIFS

Les deux projets visent à aider les destinations alpines à anticiper et à s'adapter au changement climatique lié à la diminution de l'enneigement, à préserver l'attractivité et la qualité de vie des résident-es, à redéfinir le tourisme et le développement local de manière plus diversifiée et durable, et à élaborer des stratégies communes grâce à une participation citoyenne.

COMMENT CELA FAVORISE-T-IL UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE ?

Les « Living Labs » participatifs, au cœur des deux projets, sont essentiels pour renforcer la qualité de vie dans les destinations de montagne. En impliquant les résident-es, les chef-fes d'entreprise, les acteurs du tourisme et les décideurs et décideuses politiques dans des dialogues structurés et des activités de co-conception, les projets ont veillé à ce que les stratégies d'adaptation reflètent les besoins, les connaissances et les aspirations locales. Ces processus participatifs renforcent l'appropriation locale, améliorent la prise de conscience des risques futurs et renforcent la résilience sociale ainsi que la viabilité économique.



ÉTAPE 3 :

PLANIFIER LA MISE EN ŒUVRE ET MESURER LES PROGRÈS

Ce chapitre vous guide de la planification à l'action : l'élaboration et la mise en œuvre de mesures constituent l'étape clé pour améliorer activement la qualité de vie dans votre commune. Ce chapitre fournit des conseils pratiques sur la manière d'élaborer des plans d'action, de collaborer entre les secteurs, d'utiliser efficacement les ressources et de mesurer les progrès.

1 ÉLABORER UN PLAN D'ACTION

Une fois que vous avez défini et hiérarchisé les objectifs de votre commune, un plan d'action vous aide à déterminer les actions spécifiques, éventuellement en sous-étapes, ainsi que les responsabilités. Une approche structurée est recommandée, mais un plan d'action doit rester « un document évolutif » et s'adapter en permanence aux nouvelles circonstances :

1

ATTRIBUER ET HIÉRARCHISER LES MESURES : quelles étapes contribuent à la mise en œuvre des objectifs précédemment définis ? Qu'est-ce qui apporte le plus grand bénéfice à la qualité de vie ? Quelles mesures peuvent être mises en œuvre à court terme, et lesquelles nécessitent une planification à moyen ou long terme ? Existe-t-il des facteurs externes qui contribuent à l'urgence, par exemple des possibilités de financement ou des exigences réglementaires ?

2

DÉFINIR LES RESPONSABILITÉS : chaque mesure doit être clairement attribuée, idéalement à une personne spécifique, un service ou une équipe de projet.

3

ÉTABLIR UN CALENDRIER : des échéances et des étapes réalistes vous aident à garder le cap et vous permettent de relier votre plan d'action à votre plan annuel. Tenez compte des caractéristiques saisonnières de la région alpine, telles que les saisons touristiques ou les conditions météorologiques, et bien sûr des événements régionaux comme les périodes de vacances, les élections ou les manifestations majeures.

4

ÉVALUER LES BESOINS EN RESSOURCES : de quelles ressources financières, en personnel, en équipement technique et en soutien externe avez-vous besoin ? Quels instruments de financement adaptés connaissez-vous ? Ne vous laissez pas décourager à ce stade ; une estimation approximative suffit au début.

Un plan d'action clair peut être représenté sous **forme de tableau avec un diagramme de Gantt ou une feuille de route** afin que les instances politiques et les administrateurs puissent suivre les progrès. Vous trouverez un modèle à cet effet dans notre boîte à outils.

4

2 ASSURER LA COOPÉRATION INTER-SERVICES

La qualité de vie se situe à l'intersection de différents domaines politiques : aménagement du territoire, mobilité, environnement, économie, affaires sociales et culture. **La coopération inter-services est donc cruciale :**

ENCOURAGER LA COOPÉRATION INTERNE :

coordination régulière entre les services, les départements et les groupes de projet. Des canaux de communication clairs et des interfaces bien définies permettent d'éviter les doublons.

RECOURIR À DES PARTENARIATS EXTERNES :

les associations locales, les écoles, les entreprises et les organisations de la société civile peuvent apporter leur expertise, leurs ressources et leurs idées.

DÉFINIR LA GOUVERNANCE :

une équipe de coordination centrale ou un responsable de la qualité de vie peut rassembler les projets, suivre les progrès et arbitrer les conflits.

ORGANISER DES ATELIERS ET RÉUNIONS RÉGULIÈREMENT :

favoriser les échanges, recueillir des idées et adapter en permanence les mesures à l'évolution de la situation.



“

La coopération intersectorielle renforce l'efficacité, prévient les conflits d'intérêts et permet de trouver des solutions innovantes.

”

3 GÉRER LES RESSOURCES ET EXPLOITER LES POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT

Aujourd'hui, les municipalités sont toutes confrontées au défi de la gestion de budgets limités. Parallèlement, leurs responsabilités n'ont cessé de croître ces dernières années, tout comme les attentes et les exigences de la population en matière de qualité, de disponibilité et de professionnalisme des services municipaux. Cette situation montre clairement qu'une utilisation prudente et stratégique des ressources n'est pas une option, mais une nécessité.

Une planification prospective aide les municipalités à tirer le meilleur parti des ressources financières, humaines et organisationnelles existantes, à exploiter les synergies et à se ménager une marge de manœuvre. Elle jette également les bases pour identifier les possibilités de financement à un stade précoce, les solliciter de manière ciblée et les intégrer judicieusement dans les mesures existantes. La mise en œuvre des mesures nécessite des ressources financières, humaines et matérielles. Les communes peuvent aborder cette question de manière systématique :

PLANIFIER LE BUDGET :

définir des priorités et prévoir des fonds pour des mesures à court, moyen et long terme.

MOBILISER LE PERSONNEL :

faire le point sur les compétences internes et faire appel à des experts externes si nécessaire. Il peut également être utile de revoir les domaines de responsabilité des agents municipaux afin de libérer des ressources pour de nouveaux domaines d'action si nécessaire.

RECHERCHER DES FINANCEMENTS :

de nombreux programmes nationaux et européens soutiennent des mesures visant à améliorer la qualité de vie, la mobilité, l'environnement ou la numérisation.

EXPLOITER LES SYNERGIES :

combiner les mesures, par exemple en intégrant des espaces sociaux dans les projets d'infrastructure, en tenant compte des aspects environnementaux et de mobilité. En particulier lorsqu'il s'agit de mesures visant à améliorer la qualité de vie, il est également utile de coopérer étroitement avec les communes voisines, car cela permet de mettre en œuvre et de financer conjointement certaines initiatives.

4 IDÉES DE FINANCEMENT POUR AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE



FONDS STRUCTURELS DE L'UE, par exemple le FEDER tant que fonds de développement régional. Il s'agit notamment des programmes de coopération transnationale tels que le programme Interreg Espace alpin ou les programmes transfrontaliers Interreg entre deux pays. Ces instruments peuvent être pertinents en cas de manque de financement national. Par ailleurs, ils nécessitent du personnel administratif familiarisé avec la gestion des projets européens ou ayant déjà suivi une formation, et la maîtrise de l'anglais est souvent une condition préalable en tant que langue de travail.



LE FINANCEMENT LEADER ou d'autres instruments de financement destinés aux zones rurales sont très ancrés au niveau local. Ils nécessitent une association régionale regroupant plusieurs communes, mais peuvent soutenir un large éventail de mesures, à condition qu'elles contribuent à la mise en œuvre d'une stratégie locale.



LES SUBVENTIONS NATIONALES POUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, la protection du climat ou l'amélioration de la biodiversité peuvent, d'une part, renforcer la sécurité face aux risques naturels ou permettre des investissements dans les espaces naturels ; ces deux aspects contribuent à améliorer la qualité de vie.



LES SUBVENTIONS NATIONALES DESTINÉES AU SECTEUR TOURISTIQUE peuvent permettre d'investir dans les infrastructures touristiques, par exemple des sentiers de randonnée ou des installations de loisirs, et ainsi, dans l'idéal, contribuer à l'attractivité d'une communauté tant pour les habitant-es que pour les touristes.



INSTRUMENTS NATIONAUX visant à soutenir le développement des communes/zones en retard de développement, par exemple les zones isolées, etc.



LE FINANCEMENT PARTICIPATIF et le parrainage sont des instruments de financement particulièrement précieux pour les projets portés par la communauté. Associés à un niveau élevé d'engagement citoyen, ils offrent la plus grande flexibilité pour vos idées et les moins de contraintes en matière de reporting.

D'autres possibilités de financement dans les domaines des infrastructures et des solutions de mobilité, du logement social, de la participation sociale, par exemple via la gestion de quartier, etc., sont généralement réglementées au niveau national ou régional. Il est utile de savoir le plus précisément possible ce que vous souhaitez mettre en œuvre et de quel montant de financement vous disposez déjà afin d'évaluer les options appropriées. La plupart des instruments financiers fonctionnent sur la base du cofinancement. En général, il est important que les initiatives visant à améliorer la qualité de vie puissent se poursuivre sans financement, car les projets ne sont généralement conçus que comme un point de départ, mais les communautés doivent assurer elles-mêmes la durabilité des mesures et leur impact à long terme.

5 MESURER LES PROGRÈS ET LE SUCCÈS



CLARIFIER LES RESPONSABILITÉS ET L'OBLIGATION DE RENDRE COMPTE

Une fois qu'une stratégie accompagnée d'un plan d'action a été adoptée, il convient de définir clairement **qui est responsable de la mise en œuvre et du suivi des résultats**. La responsabilité désigne ici non seulement la compétence formelle, mais aussi une personne ou un service spécifique au sein de la collectivité qui suit les progrès et en assure le suivi.

Dans la pratique, il s'agit généralement d'un-e employé-e de l'administration municipale déjà en charge du domaine concerné. Cette personne est généralement la mieux placée pour mettre en place et maintenir en permanence un système de suivi adapté, car elle connaît à la fois le contenu et les conditions locales.



D'UN OBJECTIF À UN IMPACT : LE SUIVI SELON LA LOGIQUE D'IMPACT

Les stratégies et mesures municipales suivent généralement une **logique d'impact ou d'intervention** :

- Tout d'abord, des objectifs sont définis (le résultat souhaité),
- puis des mesures sont définies pour atteindre ces objectifs.

Un suivi systématique est nécessaire pour comprendre si et dans quelle mesure cette logique fonctionne. Idéalement, ce suivi devrait débuter **en même temps que la mise en œuvre** et accompagner l'ensemble du processus.

Les indicateurs constituent un outil essentiel à cet effet. Ils peuvent refléter différents aspects :

- **les indicateurs d'impact**, qui montrent si la situation souhaitée s'améliore (par exemple, l'état des routes, l'accessibilité des services),
- **les indicateurs de performance ou de mise en œuvre**, qui rendent compte de ce qui a été fait concrètement (par exemple, les ressources financières utilisées, le nombre de mesures mises en œuvre).

Il est important que les indicateurs soient définis lors de la phase de planification et non a posteriori.



DE BONS INDICATEURS : CE À QUOI LES MUNICIPALITÉS DOIVENT PRÊTER ATTENTION.

Les principes suivants se sont avérés utiles pour sélectionner des indicateurs appropriés

- **Pertinence par rapport aux objectifs et aux mesures** : les indicateurs doivent être clairement liés aux objectifs et aux mesures qui ont été fixés.
- **Mesurabilité et disponibilité des données** : il convient de préciser à l'avance comment les données seront collectées et qui en est responsable.
- **Définition de valeurs de référence** : tous les indicateurs nécessitent une valeur de départ ou de référence afin de rendre visibles les changements au fil du temps.

“

Ce n'est pas le nombre d'indicateurs qui est déterminant, mais leur valeur informative. Dans la pratique, quelques chiffres clés bien choisis sont souvent plus utiles que des systèmes exhaustifs et lourds.

”



PÉRIODES ET FORMES DE SUIVI

La définition de la **période d'observation** est tout aussi importante que les indicateurs. Elle doit être basée sur la durée de la stratégie :

- Pour les mesures d'une durée maximale de cinq ans, un suivi semestriel est approprié.
- Pour les stratégies à long terme, des bilans annuels ou pluriannuels (par exemple tous les trois ans) sont souvent suffisants.

Il existe différents modèles pour effectuer le suivi :

- **Suivi interne** : une personne ou une équipe au sein de la commune se charge de l'observation continue. Cette approche est particulièrement efficace si cette personne ou cette équipe a déjà participé à l'élaboration ou à la mise en œuvre de la stratégie.
- **Évaluation externe** : après un certain temps, un expert ou une institution externe est mandaté(e). Cela peut conduire à une évaluation plus objective, mais exige de la commune qu'elle prépare bien les informations.
- **Responsabilité partagée** : la responsabilité du suivi est répartie entre plusieurs parties prenantes ou institutions. Celles-ci rendent régulièrement compte à l'organe principal responsable au sein de la commune.

La forme choisie dépend de la portée, de la complexité et des ressources disponibles.



UTILISATION DES RÉSULTATS DU SUIVI

Le suivi aboutit généralement à un **rapport** qui indique :

- dans quelle mesure les objectifs fixés ont été atteints,
- les mesures qui ont été mises en œuvre et celles qui ne l'ont pas été,
- quelles ressources financières et autres ont été utilisées.

Ce rapport est plus qu'un simple document. C'est un outil de gestion essentiel qui constitue également le point de départ de la phase de planification suivante, qu'il s'agisse de développer une stratégie existante ou d'élaborer un nouveau concept. Le suivi devient ainsi partie intégrante d'une action communale axée sur l'apprentissage et tournée vers l'avenir.



BONNE PRATIQUE :

STRATÉGIE POUR LE CADRE DE VIE

« NOTRE BAD HINDELANG 2030 »

QUOI : Stratégie municipale et touristique

QUAND ET OÙ : DEPUIS 2018, ALLEMAGNE

LIEN : <https://www.marktbadhindelang.de/unsere-gemeinde/gruess-gott-in-bad-hindelang/lebensraumkonzept-2030>

DESCRIPTION

La commune de Bad Hindelang a élaboré la stratégie à long terme « Unser Bad Hindelang 2030 » (Notre Bad Hindelang 2030) afin de répondre aux principaux défis locaux tels que la pression touristique, la circulation, les besoins en logements et la préservation des ressources naturelles. Ce concept a été élaboré à l'issue d'un vaste processus participatif comprenant une enquête ayant recueilli environ 3 500 réponses, des ateliers et un dialogue avec les parties prenantes. Il sert de cadre d'orientation intersectoriel pour le développement municipal, reliant le tourisme, l'environnement, la mobilité, l'économie et la cohésion sociale au sein d'une vision commune. Un élément central de la stratégie est son processus de suivi structuré. Après cinq ans de mise en œuvre, la municipalité a procédé à un examen intermédiaire formel afin d'évaluer les progrès accomplis et d'ajuster les priorités si nécessaire.

OBJECTIFS

Le concept vise à trouver un équilibre entre le tourisme et la qualité de vie locale, à renforcer la création de valeur régionale, à améliorer la mobilité et les infrastructures, à préserver l'environnement naturel et à garantir que le développement municipal reflète les besoins des habitants. Parallèlement, la stratégie établit un engagement clair à examiner régulièrement les progrès et à maintenir la transparence dans la mise en œuvre.

COMMENT FAVORISE-T-IL UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE ?

Le processus de suivi est l'un des principaux atouts de l'approche de Bad Hindelang. Lors de l'évaluation intermédiaire, les mesures mises en œuvre ont été systématiquement documentées et présentées de manière structurée et transparente. La municipalité a évalué :

- **LES MESURES QUI AVAIENT ÉTÉ PLEINEMENT MISES EN ŒUVRE**
- **CELLES QUI ÉTAIENT ENCORE EN COURS**
- **CELLES QUI NÉCESSITAIENT DES AJUSTEMENTS**
- **OÙ DE NOUVELLES PRIORITÉS ÉTAIENT APPARUES**

L'examen a fait l'objet d'une discussion conjointe entre le conseil municipal et les organes consultatifs dans le cadre d'un atelier structuré. Des résumés visuels et des indicateurs de statut clairs ont permis de rendre les progrès compréhensibles et mesurables. L'évaluation comprenait également une réflexion sur les structures de coopération, les processus de participation et l'efficacité des mesures individuelles. En menant cette évaluation intermédiaire structurée, la municipalité s'est assurée que la stratégie reste dynamique plutôt que statique. Le suivi a permis aux décideurs et décideuses de réajuster les priorités, d'allouer les ressources plus efficacement et de maintenir la confiance du public grâce à la transparence. Bad Hindelang montre que des examens intermédiaires réguliers et structurés sont essentiels pour que les stratégies à long terme restent efficaces, transparentes et adaptables.

BONNE PRATIQUE :

RUGGELL EST UNE COMMUNE AMIE DES ENFANTS DE L'UNICEF



QUOI : Certification externe pour l'élaboration et le suivi de la stratégie

QUAND ET OÙ : DEPUIS 2018, AU LIECHTENSTEIN

LIEN : <https://www.ruggell.li/unicef>

DESCRIPTION

Ruggell a été la première commune du Liechtenstein à recevoir la certification « Commune amie des enfants » de l'UNICEF. Attribué pour la première fois en 2018, le label a été prolongé en 2022 pour quatre années supplémentaires, reflétant les progrès soutenus réalisés dans la mise en œuvre des droits de l'enfant au niveau local. Le dépôt d'une demande de reconnaissance engage Ruggell dans un processus structuré défini par l'UNICEF Suisse et le Liechtenstein. Ce processus comprend l'analyse de la situation locale, l'écoute des enfants et des jeunes sur les questions qui leur tiennent à cœur, la définition d'actions et l'évaluation des progrès avant la certification et la recertification. Les enfants et les familles sont activement impliqués, par exemple en partageant leurs lieux préférés, leurs préférences et leurs idées lors d'événements publics et de réunions participatives. Leurs contributions servent à définir les mesures locales et à évaluer les performances de la commune dans les domaines qui ont un impact sur leur vie.

OBJECTIFS

Ruggell vise à garantir que les droits et les besoins des enfants soient pris en compte dans les politiques locales et la vie quotidienne. Ce processus renforce la coopération entre l'école, les services à la jeunesse, l'administration et la sphère politique, et soutient des mesures ciblées dans des domaines tels que les aires de jeux, la mobilité, l'accompagnement précoce des familles et la participation des jeunes. L'évaluation intermédiaire et les rapports requis pour le maintien de la certification constituent une partie importante du processus. Après la certification, Ruggell participe à des rapports annuels et à des examens réguliers avec l'UNICEF, ce qui rend les progrès transparents et permet d'ajuster les activités si nécessaire.

COMMENT FAVORISE-T-IL UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE ?

Le processus de certification de l'UNICEF à Ruggell relie les politiques, les pratiques et les expériences vécues en incluant systématiquement les enfants et leurs familles dans le suivi et l'évaluation. Les opinions des enfants sur les aires de jeux, les bibliothèques, la mobilité ou les événements communautaires sont prises au sérieux et intégrées dans la planification municipale. Ce dialogue continu contribue à garantir que les actions correspondent réellement aux priorités et aux besoins quotidiens des enfants. En suivant les résultats et en plaçant la voix des enfants au centre du processus, Ruggell renforce l'inclusion sociale, soutient le bien-être des familles et améliore les conditions de vie de tous-tes les habitant-es.

This image shows a single sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.

GARANTIR LA PARTICIPATION PUBLIQUE ET LA TRANSPARENCE DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES

La participation citoyenne dans les Alpes pourrait être considérée comme un élément naturel de la gouvernance locale, car les communautés à petite échelle et très soudées constituent traditionnellement le tissu social des régions alpines. Les habitant-es ont également tendance à se serrer les coudes, car les décisions « importantes » sont souvent prises en dehors des Alpes, dans la capitale ou même plus loin, à Bruxelles.

Depuis des siècles, les communautés de montagne ont été contraintes de se gouverner ensemble afin de partager les ressources, de résoudre les conflits fonciers et de tirer le meilleur parti du peu d'espace dont elles disposent. La participation est historiquement ancrée dans des organisations telles que les biens communs, les communautés agricoles, les coopératives, les communautés civiques, etc. De nos jours, les communes de montagne ont une composition plus hétérogène, et les processus de gouvernance ont beaucoup évolué – en particulier ces dernières années avec la généralisation des méthodes de travail et de communication numériques. La participation publique peut prendre différentes formes selon le degré d'influence des citoyen-nés sur le processus décisionnel et le niveau de transparence avec lequel la commune communique au public et avec lui. Ces niveaux vont de la simple information des citoyen-nés sur les décisions à leur autonomisation pour prendre eux-mêmes des décisions. Chaque niveau nécessite des méthodes de participation et une préparation différentes, mais comment la participation et l'élaboration transparente des politiques peuvent-elles fonctionner concrètement ?

1 SENSIBILISER ET GARANTIR LA CIRCULATION DE L'INFORMATION

Pour que les citoyen-nés s'intéressent à l'élaboration des politiques de leur municipalité et soient motivé-es à prendre part aux processus participatifs, ils et elles doivent être au courant de ce qui se passe là où ils et elles vivent : quels sont les projets locaux ? Où en est-on avec les nouveaux projets de construction ? Quelqu'un a-t-il mis en place une initiative innovante dans la municipalité ? Que s'est-il passé ces dernières semaines ?

Ce premier niveau de participation publique peut être mis en œuvre en fournissant des informations claires et transparentes afin de mieux comprendre les enjeux locaux et les décisions politiques. Les citoyen-nés sont informé-es de ce que fait la municipalité, des projets en cours de planification et des décisions prises. C'est le fondement de toute participation : les habitant-es ne peuvent pas participer de manière significative s'ils ne sont pas bien informés. Une communication claire est importante pour éviter que les décisions municipales ne soient perçues comme lointaines ou trop techniques. Expliquer l'objectif et les impacts attendus des projets aide les habitant-es à mieux comprendre l'élaboration des politiques locales.

Les municipalités peuvent utiliser différents canaux de communication pour diffuser des informations, tels que les bulletins d'information municipaux, les sites web, les pages sur les réseaux sociaux, les groupes de discussion ou les panneaux d'affichage locaux. Les réunions d'information publiques et les expositions peuvent également contribuer à présenter les projets dans un langage accessible et non technique.

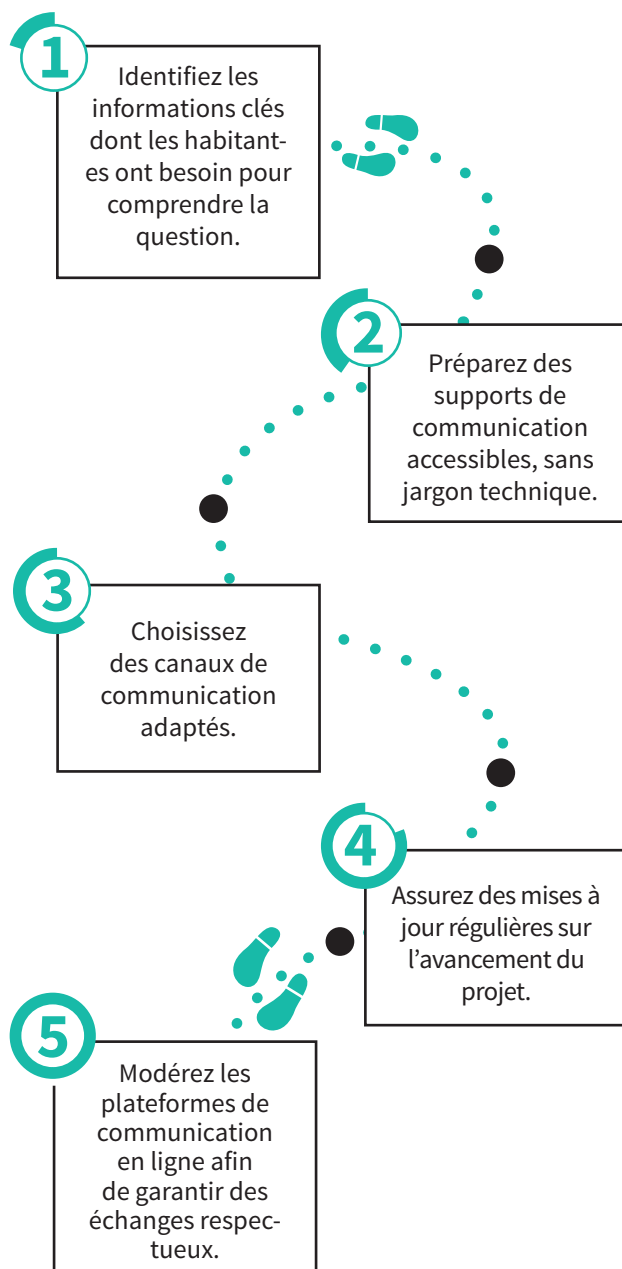


N'OUBLIEZ PAS DE PRENDRE EN COMPTE CEUX QUI NE S'EXPRIMENT PAS

Dans les petites communes, la pression sociale peut être forte pour les minorités et les groupes sociaux moins représentés. Accueillez les citoyen·nes qui participent et s'impliquent, mais n'oubliez pas celles et ceux qui n'ont pas de voix publique, par exemple les enfants, les jeunes, les femmes, les personnes âgées, les mères célibataires, les personnes en situation de handicap, les migrant·es, etc.

Les processus participatifs ne garantissent pas la représentativité, et vous devrez peut-être imaginer d'autres formes de participation qui ne passent pas par des réunions publiques et des discussions collectives.

MESURES VISANT À SENSIBILISER LE PUBLIC ET À GARANTIR LA CIRCULATION DE L'INFORMATION



2 RECUEILLIR L'AVIS DES CITOYEN-NES AVANT DE PRENDRE DES DÉCISIONS

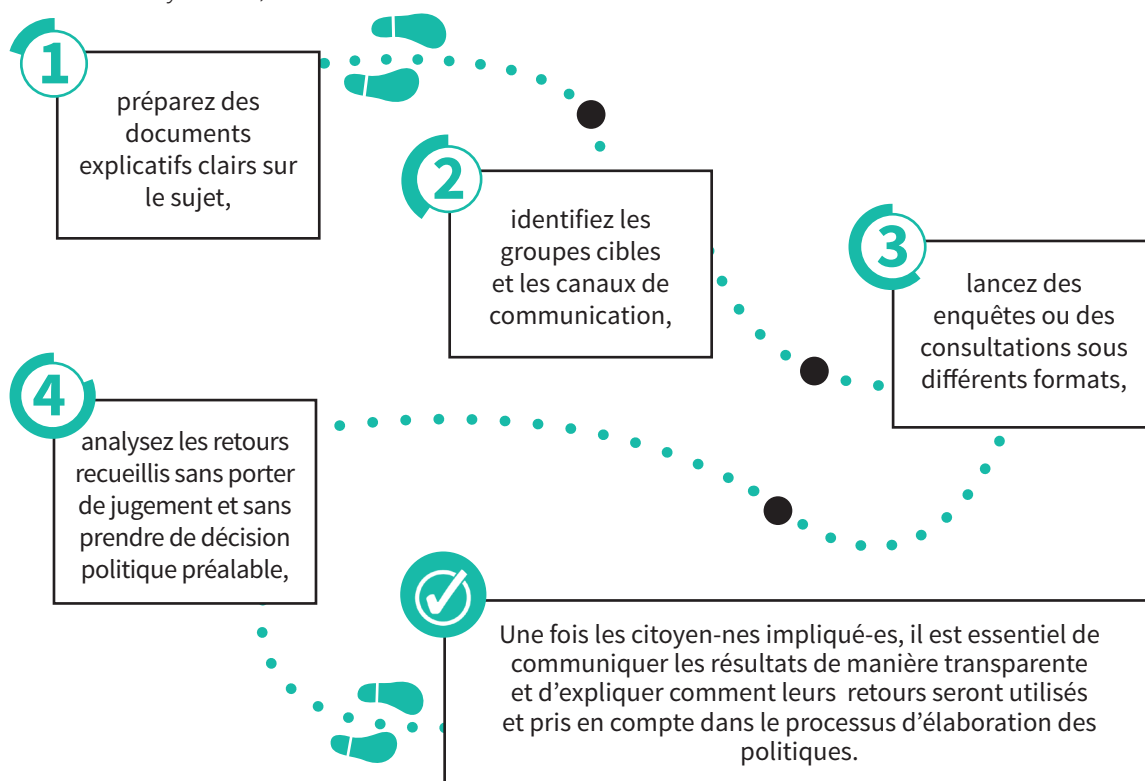
Tout comme l'élaboration des politiques régionales ou nationales, l'élaboration des politiques municipales peut se retrouver assez déconnectée de la réalité des habitant-es en raison de plusieurs facteurs, tels que l'utilisation de jargon technique, les références aux lois et règlements, ou l'accent mis sur les aspects technocratiques ou organisationnels d'un domaine thématique.

Si les décideurs et décideuses municipaux restent responsables de la décision finale, la consultation permet de s'assurer que les politiques tiennent compte des besoins et des points de vue des habitant-es. Les méthodes de consultation doivent être conçues pour toucher un large éventail habitant-es, y compris ceux qui ne participent pas aux réunions publiques.

Divers outils sont disponibles et leur combinaison est souvent essentielle pour garantir la transparence du processus décisionnel. Il s'agit notamment d'enquêtes ou de questionnaires (en ligne ou sur papier), de consultations publiques, de formulaires de commentaires sur les stands de marché, d'audiences publiques ou de réunions publiques, et de périodes de consultation officielles pour les plans municipaux.

ÉTAPES POUR RECUEILLIR L'AVIS DES CITOYEN-NES

Après avoir sélectionné un sujet ou une question spécifique pour lequel vous souhaitez recueillir l'avis des citoyen-nes,

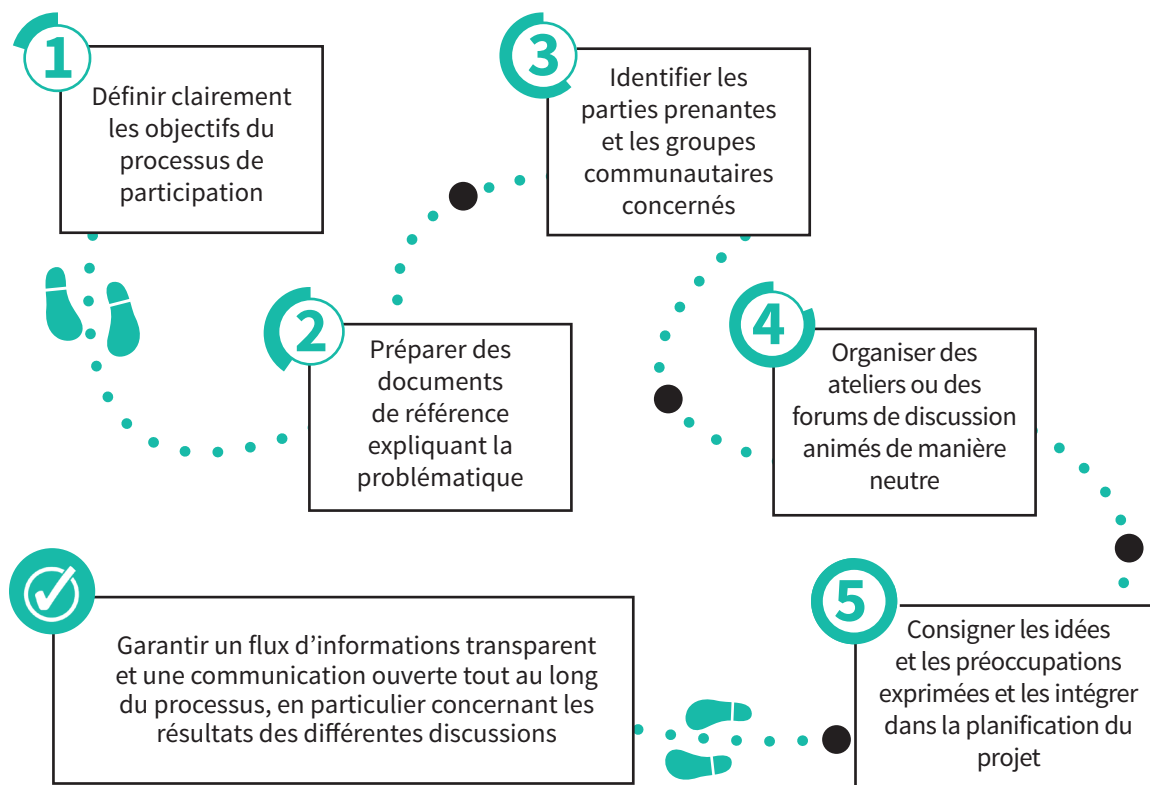


“ Planifier soigneusement les réunions publiques : présenter les projets dans un langage clair et non technique, et prévoir suffisamment de temps pour discuter de leur objectif avec les habitant-es, plutôt que de se concentrer uniquement sur les détails de mise en œuvre. ”

3 IMPLIQUER ACTIVEMENT LES CITOYEN-NES DANS LES DISCUSSIONS ET LA GÉNÉRATION D'IDÉES

Lorsque vous organisez des processus participatifs dans votre municipalité, veillez à ce que le cadre et les règles soient clairement définis dès le départ et communiqués de manière transparente à tous les participant-es. Sur cette base, la participation devient plus interactive, transformant la relation entre la municipalité et ses citoyen-nes en un dialogue bidirectionnel. Cela nécessite souvent une animation et des formats plus structurés, tels que des ateliers participatifs, des groupes de discussion ou de réflexion, des exercices de cartographie participative, des groupes thématiques de citoyens et des conseils de jeunes. Ces approches créent un espace d'échange mutuel, où les habitants peuvent partager leurs points de vue, comprendre les contraintes existantes et se faire une idée des défis auxquels sont confrontées les autorités municipales, tandis que leurs perspectives sont intégrées de manière significative dans l'élaboration des projets. Par exemple, si les habitant-es participent à la refonte du centre du village, expliquez clairement le budget disponible et précisez si le financement nécessaire à la mise en œuvre est assuré. En particulier pour les projets de grande envergure, tout ne peut pas être planifié à l'avance et des changements imprévus peuvent survenir. Cependant, une communication transparente et une coopération honnête renforcent la confiance dans la gouvernance locale — et la confiance est essentielle pour encourager les citoyen-nes à rester engagé-es dans la prise de décision publique.

ÉTAPES POUR INSTAURER UN DIALOGUE BIDIRECTIONNEL

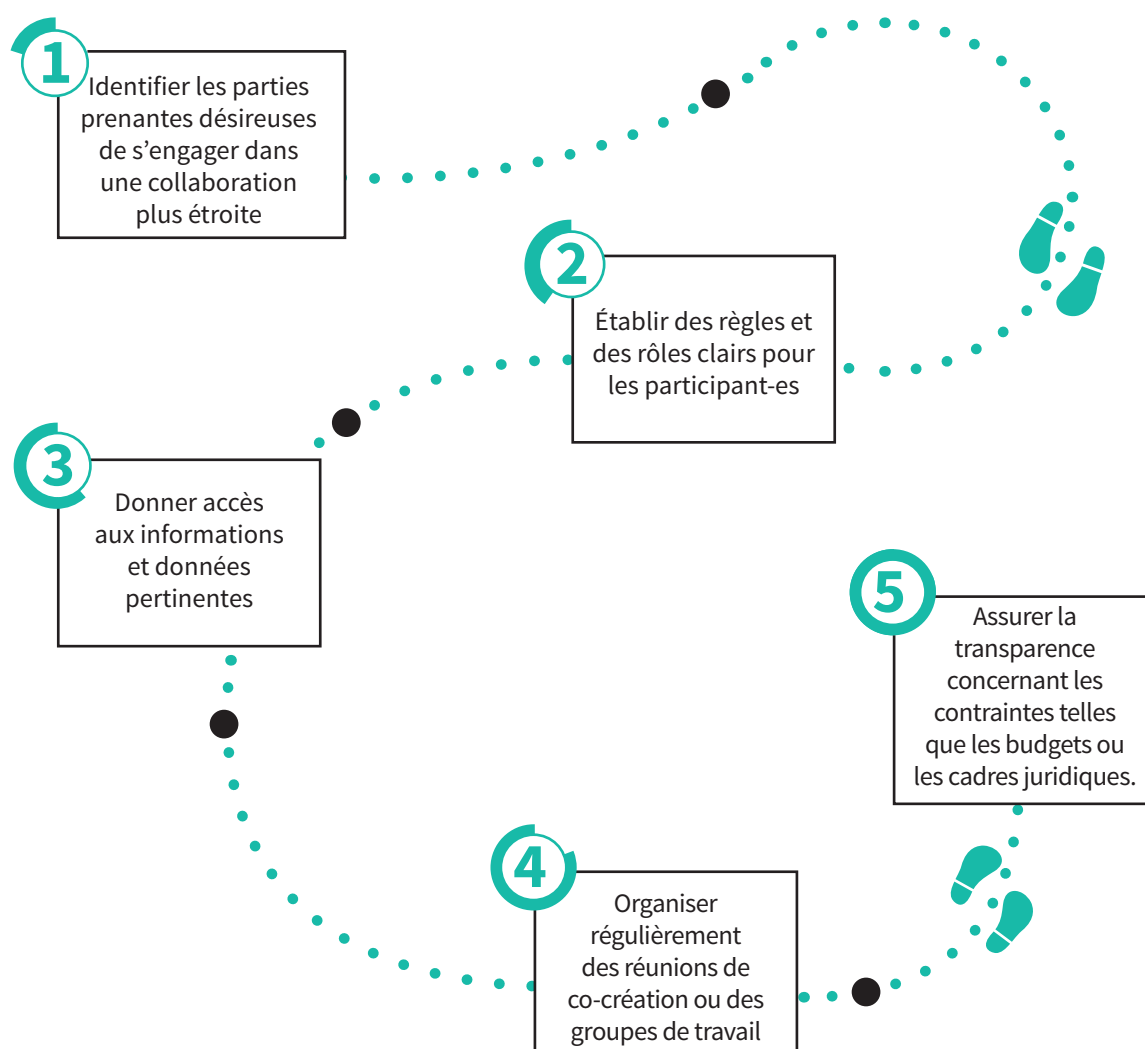


“ Dans le cadre de consultations participatives ou de référendums locaux, les participant-es doivent également savoir dès le départ si les résultats sont contraignants, pris en compte en partie ou purement consultatifs. ”

4 INSTAURER LA CONFIANCE DANS LA CO-CONCEPTION ET LA COOPÉRATION

Parfois, quels que soient les efforts déployés pour inviter les citoyen·nes à des réunions publiques, lancer des consultations publiques ou financer des canaux de communication, les bonnes idées viennent de citoyen·nes qui ne souhaitent pas participer par la voie institutionnelle. Des idées innovantes peuvent émerger de groupes informels en dehors des processus institutionnels et être soutenues par la municipalité, qui peut leur fournir des espaces de réunion, des conseils techniques ou des occasions de présenter leurs propositions.

ÉTAPES POUR CRÉER UN ENVIRONNEMENT ET UN CADRE DE TRAVAIL FAVORABLES

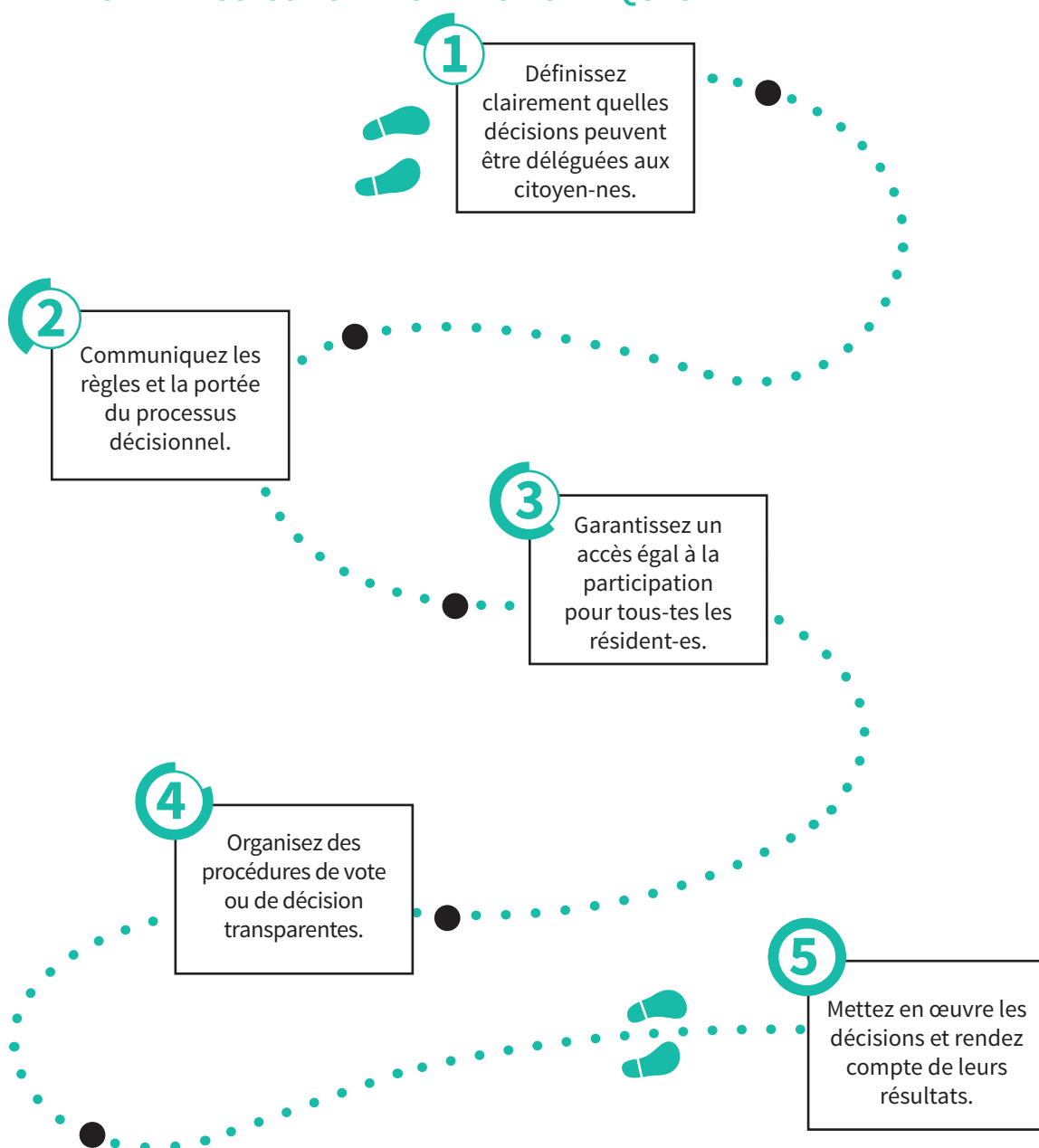


Ayez le courage d'écouter vos citoyen·nes, invitez-les à présenter leur projet devant le conseil municipal, aidez-les financièrement si le budget le permet, et laissez le temps faire son œuvre. Si des initiatives « contraires » à vos plans ou stratégies initiaux se forment, évitez de les combattre. Ces groupes débordent souvent d'énergie et vous pouvez laisser cette énergie jouer en votre faveur ou contre vous – il vous suffit de leur donner le sentiment d'être écoutés, de prendre en compte leurs arguments et d'être transparent sur les raisons pour lesquelles leurs idées pourraient ne pas fonctionner.

5 CONCEVOIR DES POLITIQUES EN COLLABORATION ET METTRE EN ŒUVRE LES RÉSULTATS PARTICIPATIFS

En donnant à vos citoyen-nes le pouvoir de prendre des décisions concrètes et en vous engageant à mettre en œuvre leurs résultats, votre municipalité atteint le plus haut niveau de participation. Des outils classiques tels que le budget participatif, le référendum local, les assemblées citoyennes dotées d'un pouvoir décisionnel ou le vote communautaire sur les priorités des projets contribueront à renforcer l'engagement démocratique et à créer un fort sentiment d'appropriation parmi les citoyen-nes.

ÉTAPES DE LA CO-CONCEPTION DES POLITIQUES



CONSTRUIRE UNE CULTURE DE LA PARTICIPATION

La participation citoyenne, dans le cadre d'un processus bien conçu et inclusif, renforce la démocratie locale de nombreuses façons — qu'il s'agisse d'assister aux réunions du conseil municipal ou de contribuer à des projets communautaires et à des événements locaux.

Quel que soit le niveau de participation, des processus efficaces exigent de la transparence, de la confiance et une approche inclusive. Les municipalités devraient donc créer des occasions d'échanges informels et maintenir un dialogue ouvert avec les groupes de citoyen·nes, y compris ceux qui pourraient être en désaccord avec les projets municipaux. Soutenir les résident·es désireux et désireuses d'investir leur temps et leur énergie dans la vie communautaire, créer des environnements de réunion accueillants et encourager les échanges informels après les réunions garantissent la pérennité de l'engagement citoyen. De plus, encourager la participation signifie valoriser les contributions des habitant·es, soutenir les initiatives citoyennes et créer des espaces de dialogue accessibles. Des divergences d'opinion peuvent surgir, mais elles montrent souvent que les gens se soucient des enjeux locaux. Les municipalités peuvent favoriser un dialogue constructif en formant leur personnel ou des animateur·ices à la modération des réunions et à la gestion des conflits, afin de garantir que tous les participant·es se sentent écoutés et respectés.



Rencontre avec les associations locales, Veyne
Pina Klara Petrovic Jesenovec

BONNE PRATIQUE :



BUDGET PARTICIPATIF À TRBOVLJE

QUOI : Participation citoyenne et transparence

QUAND ET OÙ : 2024 ET 2025, SLOVÉNIE

LIEN : <https://www.trbovlje.si/objave/290>

DESCRIPTION

En Slovénie, plusieurs communes, notamment dans les Alpes, ont mis en place des budgets participatifs. Il s'agit d'un instrument ascendant qui implique directement les habitant-es dans les décisions relatives aux dépenses municipales. Chaque année, une part définie du budget municipal est allouée à des projets proposés par les habitant-es, les communautés locales et les quartiers, ainsi que par des organisations locales à but non lucratif. Une fois les propositions soumises, un comité d'experts les examine à l'aune de critères prédéfinis. Les projets éligibles sont ensuite soumis au vote du public, et les habitant-es décident quels projets doivent être financés. Chaque habitant-e dispose d'une seule voix, qui peut être limitée au projet de sa propre communauté locale si la municipalité décide de diviser son territoire en zones plus petites afin de répartir proportionnellement la somme totale. Les projets proposés sont directement liés à l'amélioration de la qualité de vie, mais sont de petite envergure, à savoir entre 2 000 et 8 000 euros. Il peut s'agir, par exemple, de bancs le long des sentiers de promenade, de la construction et de la rénovation d'aires de jeux, de la rénovation de bâtiments publics, d'aménagements dans les espaces verts, etc. À l'heure actuelle, le budget annuel total est fixé à 64 000 euros.

OBJECTIFS

Le budget participatif vise à renforcer la participation démocratique, à accroître la transparence des dépenses publiques et à garantir que les investissements municipaux répondent aux besoins des habitant-es.

COMMENT FAVORISE-T-IL UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE ?

En permettant aux habitant-es de proposer des projets et de voter pour ceux-ci, la municipalité a créé un lien direct entre les besoins locaux et les investissements publics. Ce processus a amélioré la transparence, renforcé la confiance dans la gouvernance locale et favorisé des améliorations concrètes des infrastructures et des espaces publics. Le budget participatif met en adéquation les ressources municipales et les priorités des habitant-es, et renforce la démocratie locale.

BONNE PRATIQUE :

PARTICIPATION CITOYENNE INSTITUTIONNALISÉE À WEYARN



QUOI : Participation citoyenne et transparence

QUAND ET OÙ : DEPUIS 1993, EN COURS, ALLEMAGNE

LIEN : <https://gemeinde-weyarn.de/aktive-buerger/buergerbeteiligung/>

DESCRIPTION

La commune de Weyarn, en Haute-Bavière, qui compte environ 3 000 habitant-es, a dû faire face à plusieurs défis au début des années 1990, notamment une pression migratoire croissante en provenance de Munich, située à proximité, une augmentation du trafic routier et un manque d'intégration sociale. En réponse, la commune a associé la participation citoyenne à ses processus de rénovation urbaine et d'aménagement du territoire. Les premiers ateliers citoyens animés ont eu lieu en 1993.

Aujourd'hui, le développement de Weyarn repose sur un « principe des deux piliers » structuré ainsi : d'un côté, les instances politiques municipales et, de l'autre, des citoyen-n-es qui participent activement. La participation citoyenne est formellement inscrite dans un règlement municipal (Mitmach-Satzung), qui définit la manière dont les habitant-es sont impliqués dans la planification et la prise de décision. Un réseau stable de groupes de travail dirigés par les citoyen-n-es traite de thèmes tels que la jeunesse, la mobilité, l'asile et l'intégration. Un coordinateur de la participation à temps plein assure une communication continue entre le conseil municipal, l'administration, le comité de pilotage et les groupes de travail, et gère également le budget participatif.

Au fil du temps, de nombreuses initiatives citoyennes ont vu le jour, notamment des événements culturels, des ateliers pour les jeunes, des services de proximité et des projets d'aménagement thématiques. La municipalité a même réussi à intégrer la participation citoyenne dans un projet d'investissement pour le développement du quartier.

OBJECTIFS

L'approche de Weyarn vise à renforcer la cohésion sociale, à améliorer l'intégration, à gérer les pressions liées à la croissance et à ancrer la participation citoyenne comme un élément permanent de la gouvernance locale.

COMMENT FAVORISE-T-IL UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE ?

En institutionnalisant la participation et en soutenant les groupes de travail menés par les citoyen-n-es, Weyarn a créé des structures durables pour le dialogue et la coopération. Les habitant-es contribuent activement à la résolution des défis locaux et à la mise en œuvre des projets, ce qui renforce la confiance, l'inclusion sociale et la résilience de la communauté. Weyarn montre comment une participation structurée et institutionnalisée peut devenir un pilier permanent du développement municipal.

[illegible]

SOURCES

SOURCES ET INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Association « Ville alpine de l'année » (s.d.). Ville alpine de l'année. <https://www.alpinetowns.org/>

Administration du gouvernement régional du Vorarlberg ; Bureau des questions d'avenir (éd.), Arbter, Kerstin (2010) : Manuel de participation citoyenne. Pour le Land et les communes. Vienne/Bregenz. <https://vorarlberg.at/-/buergerbeteiligung>

Bausch, T., & Tauber, V. (2023). Qualité de vie dans le Tyrol du Sud : une étude sur la perception subjective de la qualité de vie par la population du Tyrol du Sud. Brunico-Bolzano : Centre de compétence Tourisme et Mobilité, Université libre de Bolzano.

Čataković, D., Žemlja, K., Žakelj, K., Berlot Veselko, Š., Škrinjar, R., Adolf, H., Grünenwald, A., Holstein, K., Roth, U., Ebster, M., Hribnik, V., Kogovšek, M., Jarosch, J., & Bailly, O. (2024). Dossier Qualité de vie et jeunes dans les Alpes. Le cas de la Slovénie, de l'Allemagne et de la France. Ljubljana : Ministère des Ressources naturelles et de l'Aménagement du territoire de la République de Slovénie.

ESPON (2024). Études territoriales ESPON : Qualité de vie dans l'espace alpin. Rapport final.

Réseau européen des communes favorables aux familles (s.d.). Réseau européen des communes favorables aux familles. <https://familycities.eu/>

Eurostat (s.d.). Indicateurs de qualité de vie. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Quality_of_life_indicators

Haberfellner, L., & Duske, P. (2025). La participation est essentielle : boîte à outils alpine-carpatique pour la participation dans les zones de montagne d'Europe centrale. Interreg Europe centrale, projet Central Mountains. <https://www.interreg-central.eu/wp-content/uploads/2025/11/Alpine-Carpathian-Toolbox-for-Participation.pdf>

Heal, L. W., & Sigelman, C. K. (1996). Questions méthodologiques relatives à la mesure de la qualité de vie. Dans : Schalock, R. L. (éd.), Quality of Life, Vol. 1, Conceptualization and Measurement. Washington, DC : American Association of Mental Retardation, 91–104.

Projet Interreg (s.d.). Développement de solutions participatives pour un tourisme durable dans la région alpine germano-autrichienne. <https://lebenswerter-alpenraum.com/interreg-projekt>

Jaramillo, S. D. M. & Candiago, S. (2025). Manuel pour la co-crédation et la production de connaissances dans les vignobles alpins. Interreg Espace alpin, projet RESPOnD. https://www.alpine-space.eu/wp-content/uploads/2025/09/D1.1.1_Handbook.pdf

Marot, N. (2011). Utilisation de la méthode des groupes de discussion dans l'aménagement du territoire : exemple d'analyse démographique pour certaines communes de la Haute-Gorenjska. Geografski vestnik, 83(1), 85–95. <https://www.dlib.si/stream/URN:NBN:SI:DOC-C4PNO3DK/688642f8-273e-47cf-9b0d-4eb6f91aef1f/PDF>

Marot, N., Bevk, T., Debevec, M., Klepej, D., Stubičar, N., & Petrović Jesenovec, P. K. (2025). 10e Rapport sur l'état des Alpes – Qualité de vie dans les Alpes. Secrétariat permanent de la Convention alpine. https://www.alpconv.org/fileadmin/user_upload/Publications/RSA/RSA_10_EN_web.pdf

OCDE (2025). Le bien-être régional de l'OCDE : guide de l'utilisateur. Utiliser les données pour bâtir de meilleures communautés. <https://www.oecdregionalwellbeing.org/assets/downloads/Regional-Well-Being-User-Guide.pdf>

OCDE (s.d.a). Un cadre pour améliorer le bien-être actuel et futur. <https://share.google/3jwaVylORuT3BYWH2>.

OCDE (n. d.b). Le bien-être régional de l'OCDE. <https://www.oecd.org/en/data/tools/oecd-regional-well-being.html>

Photovoice LAB (2023). Photovoice LAB. <https://www.angelamorriggi.com/photovoice-lab/>

Statistik Austria (s.d.). Wie geht's uns in Österreich. <https://www.statistik.at/ueber-uns/erhebungen/personen-und-haushaltserhebungen/wie-gehts-uns-in-oesterreich>

Straus, M. (dir.) (2018). Boîte à outils de GaYA pour la participation des jeunes : un moyen de rapprocher les jeunes et les autorités. <https://www.alpine-space.eu/wp-content/uploads/2022/06/36-2-gaya-Youth%20Participation%20Toolbox-output.pdf>

Le gouvernement fédéral (s.d.). Bien vivre en Allemagne. <https://www.gut-leben-in-deutschland.de/index.html>

UNICEF (2018). Manuel sur les villes et communautés amies des enfants. <https://www.childfriendlycities.org/reports/child-friendly-cities-and-communities-handbook>

UNICEF (2025). Municipalité amie des enfants. <https://www.unicef.org/cameroon/fr/media/3096/file/Child-friendly%20municipality-EN.pdf.pdf>

